



GOLF
Rory McIlroy gagne le US Open
et établit un record
Page B 5



FRANCOFOLIES
Les bilans des chroniqueurs
du *Devoir*
Page B 8

www.ledoit.com

LE DEVOIR

VOL. CII N° 137

LE LUNDI 20 JUIN 2011

1,09 \$ + TAXES = 1,24 \$

CONTRATS D'INGÉNIERIE

Les Affaires municipales enquêtent à Vaudreuil-Dorion

KATHLEEN LÉVESQUE

La Ville de Vaudreuil-Dorion est sous la loupe du ministère des Affaires municipales pour de présumées irrégularités dans l'octroi de contrats à des firmes d'ingénierie. Au cœur du dossier, on retrouve un projet d'usine d'épuration des eaux et l'établissement de critères de sélection qui favoriseraient les ingénieurs locaux, a appris *Le Devoir*.

Pour un seul et même dossier, le coût des services d'ingénierie a connu une fluctuation étonnante. Ce qui était estimé à 1,6 million en 2008 est finalement devenu, en mars dernier, un contrat de 590 000 \$. Et ce qui devait prendre la forme d'un mandat donné de gré à gré a dû prendre la voie de l'appel d'offres public après l'intervention du ministère des Affaires municipales. Ce processus ouvert, avec cinq entreprises se faisant concurrence, aura permis une économie d'un million de dollars.

VOIR PAGE A 8: ENQUÊTE

Embarquement pour Gaza

Deux Québécoises ont quitté Montréal hier pour une aventure humanitaire non dénuée de risques

FRANÇOIS DESJARDINS

À quelques heures de son départ pour la Grèce, où elle participera à la flottille à destination de Gaza, Marie-Eve Rancourt n'avait pas l'air très nerveuse hier à l'aéroport Montréal-Trudeau. On lui a demandé si sa famille n'avait pas essayé de la dissuader. «*Tout le monde leur pose la question, mais ce qu'ils disent aux gens, c'est qu'ils n'essaient même pas!*», dit-elle. Tout juste derrière, ladite famille acquiesce en riant de bon cœur.

Car la mission n'a rien d'ordinaire. En mai 2010, la flottille de six navires du mouvement Free Gaza, destinée à percer le blocus israélien avec de l'aide

VOIR PAGE A 8: GAZA

LIBYE

Deux bavures de l'OTAN en 24 heures

À lire en page B 1



GRAHAM HUGHES LA PRESSE CANADIENNE

BASILIQUE NOTRE-DAME

Dernier hommage rendu à Claude Léveillée

À lire en page B 7



BEN NELMS REUTERS

Le chef du NPD, Jack Layton, s'adressant aux membres du parti à la fin du 50^e congrès tenu à Vancouver durant la fin de semaine.

CONGRÈS DU NPD

La porte reste ouverte aux libéraux

Le débat sur l'identité «socialiste» est renvoyé aux calendes grecques

GUILLAUME BOURGAULT-CÔTÉ

Le Devoir à Vancouver

Le NPD a choisi hier de garder ouverte la porte à une éventuelle fusion avec le Parti libéral du Canada (PLC), au terme d'un congrès plutôt consensuel où la délicate question de l'identité «socialiste» du parti a été renvoyée aux calendes grecques. Pas de discussion: pas de division.

Les délégués présents au Centre des congrès de Vancouver ont donc rejeté en après-midi une résolution indiquant que le «*NPD refuse de participer à toute discussion que ce soit sur une éventuelle fusion avec le PLC.*»

Le vote semblait serré. Sur le parquet, impossible de déterminer à l'œil l'écart des voix. Le président de l'assemblée a dû demander un comptage individuel des voix pour confirmer la victoire des partisans du dialogue (645 contre 460).

Les délégués n'ont pas débattu longtemps de la motion, passant au vote après six interventions. Les députés Carol Hughes (Ontario) et Peter Stoffer (Nouvelle-Écosse) ont mené la charge en faveur du rejet de la motion. «*Fermer la porte aux libéraux serait une erreur stratégique sérieuse.*», a indiqué M. Stoffer.

Selon Jack Layton, dont le leadership a été approuvé par 97,9 % des délégués, il n'y a toutefois «*aucune proposition sur la table.*» Il s'agirait de laisser la porte ouverte, sans plus. Observateur des libéraux au congrès, Stéphane Dion a lui aussi indiqué que la question n'était pas à l'ordre du jour, même si Bob Rae l'a soulevée au lendemain des élections.

Outre ce dossier, c'est la décision des délégués de ne pas discuter de l'identification du NPD au mouvement socialiste qui a volé la vedette de la dernière journée du congrès.

Une résolution proposait en effet de modifier le préambule de la constitution du parti pour remplacer une référence aux «*principes socialistes démocratiques*» par l'expression «*principes socio-démocrates.*»

Si le changement était d'ordre cosmétique pour certains, d'autres estimaient au contraire qu'il en allait de l'identité même du parti. Le geste a aussi été perçu comme une façon de recentrer le message politique du NPD, qui aspire maintenant ouvertement au pouvoir.

Or, l'exécutif du parti s'est assuré que la question ne soit pas discutée à fond. Le débat sur cette résolution avait à peine commencé que le nouveau président du parti, Brian Topp, s'est présenté au micro pour demander que la question soit renvoyée devant les instances du parti. Le conseil fédéral décidera après consultations si la motion sera débattue lors du prochain congrès, dans deux ans.

Si bref fût-il, le débat a été animé. «*Tommy Douglas dirait non! non! non!*», a lancé un délégué ulcéré par l'idée que le NPD renie ses origines. «*C'est mettre de l'eau de Javel sur nos principes.*» Un autre délégué de Calgary a répliqué que la résolution ne changeait rien aux valeurs du parti. «*C'est à propos du message, du choix des mots que nous utiliserons pour dialoguer avec les Canadiens dans les quatre prochaines années.*», a-t-il dit.

Devant les médias, Jack Layton a refusé de se décrire comme un «*socialiste*» — une étiquette dont l'affublement quotidiennement les conservateurs.

VOIR PAGE A 8: NPD

■ La chronique de Manon Cornellier, page A 3: La grande marche ■ PLC: pas de course à la direction avant deux ans, page A 5

L'ENTREVUE

L'éléphant et le danseur

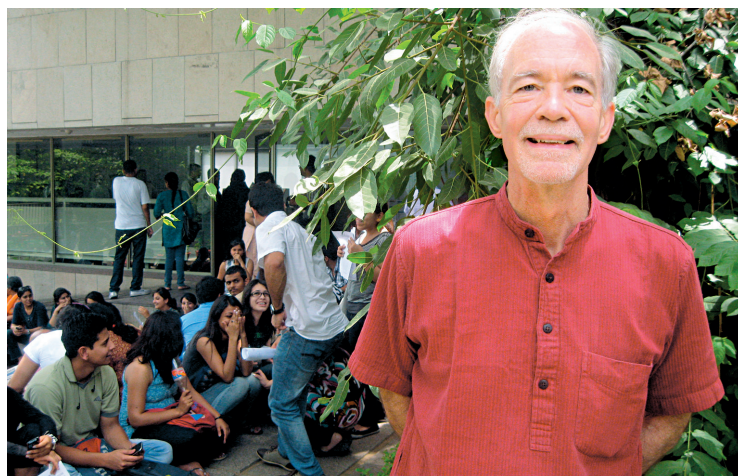
Le diplomate canadien David Malone vient de publier un essai sur la politique étrangère de l'Inde

GUY TAILLEFER

Le Devoir en Inde

N ew Delhi — En 1951, l'indépendance de l'Inde fraîchement conçue, le président Harry Truman réagit avec incrédulité à la décision de Chester Bowles de choisir, de tous les postes d'ambassadeur qui lui sont ouverts, celui de Delhi: «*Je considérais l'Inde, dira-t-il plus tard, comme un pays encombré de pauvres et de vaches dans les rues, de sorciers et de gens assis sur du charbon brûlant ou se baignant dans le Gange... Mais je n'avais pas réalisé que quelqu'un pouvait trouver cela important.*»

L'Inde n'est plus l'éléphant que qu'elle était au lendemain de l'indépendance lorsqu'en 2006 le Canadien David Malone est à son tour invité par les Affaires étrangères à faire le choix d'une mission diplomatique et qu'il répond spontanément: «*Delhi!*» — pour



GUY TAILLEFER LE DEVOIR

David Malone, diplomate de carrière et aujourd'hui président du Centre de recherches pour le développement international.

avoir grandi en Iran (où il a appris son impeccable français!), eu une mère qui adorait tout ce qui touchait à l'Inde et n'avoir jamais cessé depuis sa jeunesse, il a aujourd'hui 56 ans, de voyager dans le sous-continent.

Le rôle de l'Inde dans les affaires du monde a beau devenir, lentement mais sûrement, incontournable, l'idée à gros traits que l'Amérique du Nord insulaire se

VOIR PAGE A 8: MALONE

Réservez un de ces circuits en Europe et obtenez votre assurance voyage**

Crète et Santorin	à partir de 3 740\$*
Départ garanti du 20 sept. au 4 oct. 15 jours / 13 nuits / 24 repas	
Grand tour du Portugal	à partir de 3 940\$*
Départ garanti du 6 au 20 sept. 15 jours / 13 nuits / 22 repas	
Champagne – Alsace – Bourgogne	à partir de 4 186\$*
Départ garanti du 4 au 17 sept. 14 jours / 12 nuits / 18 repas	
À la découverte des Balkans	à partir de 4 540\$*
Départ garanti du 15 au 30 sept. 16 jours / 14 nuits / 29 repas	
Provence – Côte d'Azur	à partir de 4 756\$*
Départ garanti du 2 au 17 sept. 16 jours / 14 nuits / 18 repas	
Côte Adriatique	à partir de 4 580\$*
Départ garanti du 11 au 26 sept. 16 jours / 14 nuits / 22 repas	
Allemagne – Pologne – Ukraine	à partir de 4 610\$*
Départ garanti du 11 au 26 sept. 16 jours / 14 nuits / 22 repas	
La Belgique et les Pays-Bas	à partir de 4 510\$*
Départ garanti du 20 sept. au 2 oct. 13 jours / 11 nuits / 16 repas	
Vignobles de France	à partir de 4 766\$*
Départ garanti du 8 au 23 sept. 16 jours / 14 nuits / 18 repas	
Mosaïque Suisse	à partir de 4 850\$*
Départ garanti du 11 au 24 septembre 14 jours / 12 nuits / 22 repas	

*Prix par personne, en occupation double, incluant toutes les taxes et réductions selon les conditions de la brochure Europe 2011 de Tous Charbonniers. Les prix de cette publicité peuvent être modifiés advenant une augmentation de nos coûts. Voir à ce sujet les conditions générales de la brochure Europe 2011 de Tous Charbonniers, rubrique «Prix et garantie de prix». Les TP et la TVA sont incluses lorsque applicable. **Avertissement: L'assurance voyage comprend des conditions, limitations et exclusions de couverture qui s'appliquent selon l'âge et l'état de santé de l'assuré. Nous vous prions de lire attentivement votre police d'assurance. Les prix incluent pas le coût de la contribution des clients au fonds d'indemnisation des clients des agents de voyages détentants de 3,50 \$ CAN par tranche de 1 000 \$ CAN. Titulaire du permis du Québec.

Voyages Marco Polo
 514-374-5007 / 1-877-374-5007

INDEX

Actualités..... A 3	Idées A 7
Annonces..... A 4	Météo B 5
Avis publics .. B 6	Monde B 1
Culture B 8	Mots croisés .. B 1
Décès B 2	Religions B 6
Économie B 3	Sudoku B 6
Éditorial A 6	Télévision B 7

ACTUALITÉS

Rapport de TEPCO

Fukushima
était mal préparée

MARI YAMAGUCHI

Tokyo — Un rapport publié samedi révèle que la centrale nucléaire de Fukushima était si mal préparée qu'il a fallu emprunter du matériel à des sous-traitants et aller chercher plus loin le manuel de procédure d'urgence ou l'équipement de protection pour intervenir après le séisme et le tsunami du 11 mars.

Ce document publié par l'opérateur du site, Tokyo Electric Power Co. (TEPCO), est fondé sur les déclarations des employés et les données de la centrale, située dans le nord-est du Japon. Il décrit le chaos et la bataille désespérée qui n'a pas permis d'empêcher la fusion des cœurs des réacteurs. Les employés ne connaissaient pas l'équipement d'intervention et avaient peur d'être irradiés — de fait, certains l'ont été. Le tsunami a privé la centrale de Fukushima Daiichi d'électricité et de système de refroidissement, entraînant la fusion de trois cœurs et causant plusieurs explosions.

TEPCO a été critiqué pour avoir tardé à relâcher de la vapeur radioactive des enceintes pressurisées des réacteurs et à utiliser l'eau de mer pour le refroidissement, deux mesures cruciales qui, selon les experts, auraient pu limiter les dégâts. Les responsables affirment que le tsunami a engendré une situation impossible à anticiper.

Une enquête indépendante est en cours, mais le rapport révèle un manque de préparation que TEPCO n'avait pas reconnu jusque-là. Pourtant, un exercice avait eu lieu une semaine avant le tsunami, et «*tout le monde connaissait les sorties de secours*», selon ce document.

Quand le refroidissement du réacteur n° 1 s'est arrêté deux heures après le tremblement de terre, des employés ont découvert que la pompe à eau douce était cassée.

Un camion de pompiers stationné à la centrale n'a pu atteindre le réacteur que plusieurs heures après parce que le tsunami avait déposé un énorme réservoir qui bloquait la voie. Le cœur avait déjà fondu. Finalement, à court d'eau douce, les employés ont recouru à l'eau de mer, corrosive.

Les employés qui devaient relâcher de la pression de l'enceinte de confinement pour éviter une explosion ont d'abord dû trouver le manuel, qui se trouvait, non dans la salle de contrôle, mais dans un autre bureau du complexe, et pendant ce temps la terre continuait à trembler.

Pour activer la ventilation, il a fallu emprunter un compresseur à un sous-traitant et aller chercher des combinaisons de protection au centre de gestion

de crise situé à 5 kilomètres de la centrale. Et il a encore fallu une heure pour que les deux premiers employés soient prêts à intervenir sur le réacteur.

Huit des employés intervenus dans la phase initiale de réaction à la catastrophe ont été relevés, car ils avaient été exposés à des radiations à haute dose.

Des batteries et câbles ont aussi été empruntés à un sous-traitant sur place pour installer un système de sécurité de surveillance de niveau d'eau et d'autres indicateurs indispensables, précise encore le document.

Des fuites importantes

Des rapports du gouvernement publiés ce mois-ci soulignent que les dégâts et fuites radioactives ont été pires que ce qui avait été initialement estimé et que la cuve du réacteur n° 1 avait été percée par le cœur en fusion. La radioactivité libérée a été deux fois plus forte qu'on ne le pensait au début, soit environ six fois moins importante que celle de Tchernobyl en 1986.

TEPCO et le gouvernement espèrent arriver à stabiliser et amener les réacteurs à un état d'arrêt à froid d'ici janvier, mais certains experts jugent ce calendrier trop optimiste étant donné les radiations, la présence d'eau contaminée et tous les autres obstacles à surmonter.

Hier, TEPCO a ouvert une porte du réacteur n° 2 pour permettre à des employés d'installer un système de refroidissement et du matériel de prévention d'explosion. Des manœuvres similaires ont été réalisées au réacteur n° 1.

Mais l'eau utilisée pour le refroidissement et devenue radioactive continue à s'accumuler dans la centrale, où la mise en marche d'un système de décontamination s'avère difficile. Si rien n'est fait, plus de 100 000 tonnes d'eau contaminée contenues dans la centrale pourraient déborder d'ici deux semaines.

Associated Press



Des membres du gouvernement japonais mènent l'enquête devant les débris de la centrale nucléaire Fukushima-Daiichi.



Brandissant des pancartes et entonnant des chansons sur le thème des gaz de schiste, des milliers de manifestants ont voulu rappeler à la population et surtout au gouvernement du Québec que rien n'est réglé dans ce dossier.

GAZ DE SCHISTE

Des milliers de personnes
ont manifesté leur désaccord

Des milliers d'opposants aux gaz de schiste ont une nouvelle fois fait du bruit samedi après-midi alors qu'ils ont manifesté à Montréal pour réclamer un moratoire sur l'exploitation et l'exploration de la ressource controversée.

Des groupes populaires, environnementaux, scientifiques et sociaux ainsi s'étaient donné rendez-vous devant le siège social d'Hydro-Québec. La chef du Parti québécois, Pauline Marois, et le député de Québec solidaire, Amir Khadir, étaient aussi présents.

Brandissant des pancartes et entonnant des chansons sous le thème des gaz de schiste, ils ont voulu rappeler à la population et surtout au gouvernement du Québec que rien n'est réglé dans ce dossier.

Le président de l'Association québécoise de lutte contre la pollution atmosphérique (AQLPA), André Bélisle, explique pourquoi tant de Québécois se sont déplacés pour l'événement. «*Ils demandent d'avoir un comité d'experts indépendant et crédible, l'arrêt total de la fractu-*

ration, et on veut que tout ce qui se fera dans le comité d'évaluation se fasse de manière indépendante, crédible et transparente.»

Les participants à la grande marche de la campagne Moratoire d'une génération, ce regroupement citoyen qui a quitté Rimouski le 16 mai pour revendiquer un moratoire de

un mouvement», a-t-il témoigné.

M. Duhamel déplore toutefois la réaction du gouvernement du Québec, qui continue selon lui à faire la sourde oreille aux revendications citoyennes.

Vendredi, le gouvernement Charest a tenté de parer les coups avant cette manifestation. Le ministre de l'Environnement, Pierre Arcand, a exprimé son irritation par rapport aux arguments des opposants, qu'il a qualifiés de «*faussetés*».

La grande marche se sera arrêtée dans 33 municipalités riveraines du Saint-Laurent et de la rivière Richelieu, suscitant énormément d'intérêt

20 ans sur les gaz de schiste, ont triomphalement fait leur entrée à Montréal au milieu des manifestants. Ils ont été chaudement accueillis et ont eu droit à une longue salve d'applaudissements.

La grande marche se sera arrêtée dans 33 municipalités riveraines du fleuve Saint-Laurent et de la rivière Richelieu.

Selon le coordonnateur, Philippe Duhamel, la marche a suscité énormément d'intérêt dans les villes et villages du Québec où elle s'est arrêtée. Il en tire un sentiment du devoir accompli.

«*On sent que ce sacrifice que l'on a consenti d'un mois de travail, d'économies personnelles et l'épreuve que cela a été de marcher ces 700 kilomètres sous la pluie, le froid du Bas-du-Fleuve et du soleil intense des derniers jours a vraiment servi à unifier*

«De quelle preuve ce gouvernement-là a-t-il besoin pour interdire les gaz de schiste sur notre territoire pour au moins 20 ans, le temps qu'une nouvelle technologie soit trouvée?», se questionne M. Duhamel.

Même s'il espère ne pas devoir se rendre là, il promet une phase plus active d'opposition si Québec ne bouge pas dans le dossier. Philippe Duhamel n'écarte pas l'idée d'actions directes non violentes «*à la Greenpeace*» comme l'organisation de «*sit-in*».

«*Il n'est pas question que cette industrie-là passe au Québec*», a-t-il conclu, catégorique.

L'événement s'est terminé devant les bureaux montréalais du premier ministre du Québec, Jean Charest.

La Presse canadienne

Montérégie

Les débris sont ramassés, mais l'avenir reste sombre

GWENAËLLE REYT

Près de 1400 bénévoles sont venus prêter main-forte aux sinistrés samedi pour la dernière grande corvée en Montérégie. Grâce à l'aide massive de la semaine précédente, une seule journée a été nécessaire pour déblayer les restes des débris et les sacs de sable où l'eau de la rivière Richelieu s'est déjà retirée.

Au total, ce sont près de 5000 personnes qui ont apporté leur aide sur trois journées de travail. Pour Michel Fecteau, président de SOS Richelieu, l'expérience est un franc succès, mais il pense déjà à l'après-inondation, qui s'annonce difficile pour de nombreux sinistrés. «*Il faut attendre la fin des inspections, mais beaucoup risquent d'avoir de mauvaises nouvelles*, prévient-il. *Il ne faut pas oublier que les assurances ne couvrent pas les dégâts causés par les inondations.*»

Les municipalités, le gouvernement du Québec et quelques grands organismes apporteront leur aide aux sinistrés pour la réintégration des résidences. De leur côté, les membres de SOS Richelieu ont prévu de se réunir mercredi pour faire le bilan des actions menées. Ils vont également planifier une aide pour la réintégration des personnes dans leur maison.

À l'heure actuelle, Michel Fecteau estime que près de 300 maisons sont encore inondées et qu'un nombre équivalent de personnes n'ont pas encore pu regagner leurs habitations. «*Nous devons aussi discuter de la façon dont nous allons redistribuer les dons et le matériel que nous avons reçus*», explique le président qui précise que SOS Richelieu a reçu des dons d'un montant estimé entre 350 000 et 400 000 \$.

«*Le matériel que nous avons reçu pour la grande corvée sera certainement donné aux municipalités qui se chargeront de le redistribuer.*»

Le Devoir

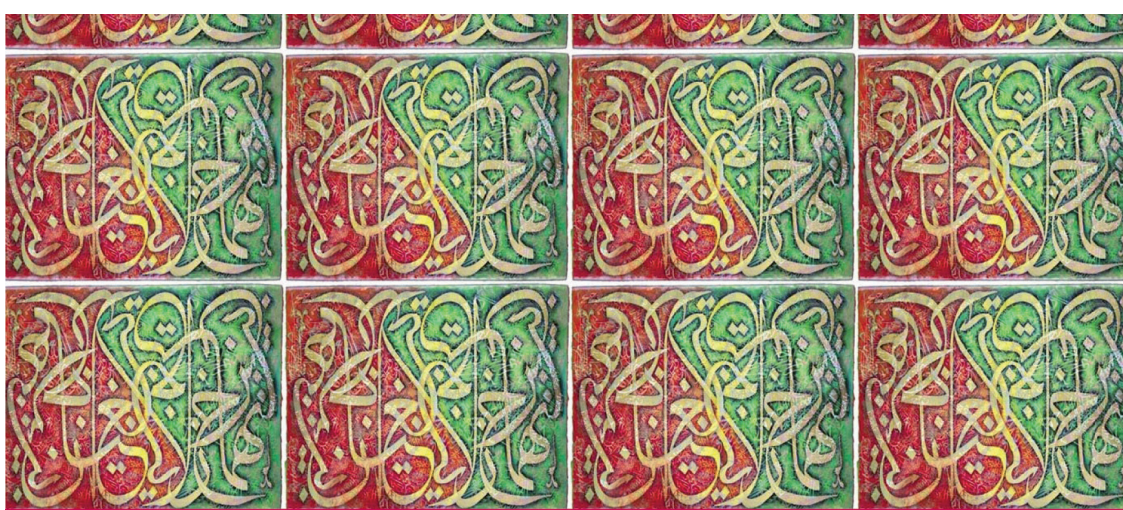
EN BREF

Valoriser le rôle des pères

En cette journée de la fête des Pères, la ministre québécoise de la Famille, Yolande James, estime qu'il faut valoriser le rôle du père au sein de la famille.

Mme James souligne que les mères qui, traditionnellement, s'occupaient des enfants, se retrouvent de plus en plus sur le marché du travail, ce qui oblige une répartition plus équilibrée des tâches familiales. Un sondage réalisé pour BMO Groupe financier par la firme Léger Marketing révèle néanmoins que les deux tiers des Canadiens croient plus acceptable, sur le plan social, que la femme demeure au foyer pour s'occuper de la famille, plutôt que l'homme. Malgré ce constat, le nombre de pères au foyer a triplé au Canada au cours des trente dernières années, selon Statistique Canada.

— La Presse canadienne

Ouverture Master International
en Civilisation musulmane

L'Universitat Oberta de Catalunya (Université Ouverte de Catalogne) de Barcelone propose un enseignement unique dans le monde, par Internet, Master International en Civilisation musulmane, un programme complet, prodigué par une équipe d'enseignants parmi les meilleurs dans leur spécialité. Le savoir à domicile et à la carte, pour répondre aux besoins, de connaissance approfondie et objective de l'islam et des mutations du monde arabo-musulman, des étudiants, des chercheurs, acteurs sociaux, culturels et culturels, institutions, fonctionnaires et entrepreneurs.

Pour plus d'information, visitez notre site web, www.uoc.edu ou envoyez un courriel à queries@uoc.edu.

UOC, L'UNIVERSITÉ EN LIGNE

L'Université Ouverte de Catalogne (www.uoc.edu) propose un accès à l'éducation supérieure en ligne pour tous, dans le monde entier. En vous inscrivant à l'Université Ouverte de Catalogne, vous aurez accès à un campus virtuel multilingue ouvert à tous, aux quatre coins du monde, à toute heure, grâce à Internet.



INSTITUT
INTERNACIONAL
DE POSTGRAU

Congédié?
Voyez
François Gendron
avocat
LL.L., M.A., Ph.D.
Vieux Montréal 514.845.5545

LOTO QUÉBEC Résultats des tirages du : 2011-06-18

649	04 09 14 25	compl.	09 11 23 33	compl.
	21 34 45		29 30 34	
Prochain gros lot (approx.) : 7 000 000 \$		Extra 7283890		
Structure de lots complète sur lotoquebec.com				
LOTO Résultats des tirages du : 2011-06-17				
MAX	02 07 14 16 22 27 47	compl.	25	
Extra 4640276	Prochain gros lot (approx.) : 10 000 000 \$			
En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.				

SOLDES
JUSQU'À LA
FIN JUILLET

30% à 70%

Enfants Deslongchamps

Vêtements d'enfants 0 à 18 ans
Vêtements de maternité

1007, RUE LAURIER
OUEST, OUTREMONT
TÉL.: 274-2442

ACTUALITÉS

La grande marche



MANON CORNELIER

Le Nouveau Parti démocratique n'a plus qu'une obsession: prendre le pouvoir. Tout le congrès de la fin de semaine était explicitement tourné vers cet objectif.

«Nous concluons ce congrès, unis derrière un but commun: bâtir une solution de rechange aux conservateurs de Stephen Harper, continuer de mériter la confiance des Canadiens et former le gouvernement du Canada dans quatre ans», a résumé le chef Jack Layton dans son discours de clôture.

Le NPD a raison de rêver. Les progrès accomplis au cours des dernières années ont été au-delà de toutes ses espérances. Lors de son congrès d'Halifax il y a deux ans, il avait suscité le scepticisme en visant une percée importante lors des prochaines élections. Le voilà aujourd'hui opposition officielle avec rien de moins que 103 députés, dont plus de la moitié venant du Québec.

Si la vague orange du 2 mai était imprévue, l'expansion de la base néodémocrate n'était pas un accident, y compris au Québec. Le parti a travaillé de façon assidue pour y arriver. Brad Lavigne, le grand manitou de la campagne du NPD et prochain secrétaire principal du chef de l'opposition officielle, l'a répété sur toutes les tribunes depuis un mois. Sous Jack Layton, le parti s'est donné pour mission de moderniser son organisation et de cibler le Québec de façon particulière. Un travail de terrain qui a duré huit ans, dit-il.

Lors d'une table ronde tenue à Ottawa il y a deux semaines, il indiquait que la prochaine étape serait d'empêcher les libéraux et les bloquistes de reprendre le terrain perdu. Un boulot imposant, car le NPD part de loin au Québec, et sa faible présence au congrès en témoignait. Seulement 40 des 75 circonscriptions ont des associations dignes de ce nom. La présence de 59 députés aidera à y remédier, tout comme le fait d'avoir quatre ans devant eux avant les prochaines élections. Mais les résultats devront être au rendez-vous pour que se vérifie la prédiction de Brad Lavigne, à savoir que les élections du 2 mai ont provoqué un réalignement politique durable.

L'autre carte du NPD est son chef, Jack Layton. Et ce n'est pas un hasard. «Nous nous sommes assurés que la marque de commerce du parti soit Jack Layton», a expliqué M. Lavigne. Son nom occupait le devant de la scène durant les élections et ce n'était pas différent au congrès. Durant toute la plénière d'hier matin, on ne voyait que «Jack Layton» derrière le podium du président d'assemblée. Le nom du parti était tout petit au bas du décor et à peu près impossible à voir à la télévision.

Cette personnalisation de l'identité du parti n'est pas propre au NPD. C'est devenu la norme en cette ère de campagnes organisées en fonction des besoins de la télévision et de l'image. Et le NPD avait préparé le terrain en 2008. Mais à l'époque, les libéraux étaient dirigés par Stéphane Dion, un homme plus difficile à attaquer et qui suscitait une certaine sympathie chez bien des néodémocrates, a reconnu M. Lavigne. Cette année, en revanche, il était facile de l'opposer aux chefs conservateur et libéral. Et après les résultats du 2 mai, le parti en redemande: 97,9 % des délégués ont dit ne pas vouloir de course à la direction. Ils ont Jack et ils le gardent.

Il reste au NPD à consolider et à élargir ses appuis. Cela explique largement les efforts de la direction pour faire le ménage dans le vocabulaire de la constitution et du programme du parti. Le hic est qu'une partie de la base traditionnelle du NPD n'est pas prête à lâcher le morceau aussi aisément, persuadée que la modernisation suggérée cache plutôt une dilution ou modération des idéaux néodémocrates.

Le débat d'hier autour du retrait des références au socialisme dans la constitution du parti en a donné une bonne idée. Au député Pat Martin qui disait vouloir déléster le parti d'expressions qui font peur au monde, le président du caucus socialiste Barry Weisleder a invoqué la mémoire du fondateur du parti, Tommy Douglas. Soucieux de son image, le NPD a gommé les divisions en remettant la résolution du débat à plus tard, le temps de consulter à nouveau les militants.

En revanche, les militants ont tranché la question de discussions autour d'une fusion avec les libéraux. Ils gardent la porte ouverte et, fait intéressant, la charge en faveur de cette position a surtout été menée par des députés. Si le parti espère prendre le pouvoir, disent-ils, il doit attirer des libéraux, et ce n'est pas en fermant la porte qu'il y parviendra.

Cette ouverture de l'establishment du parti n'est pas nouvelle. Il y a environ un an, des bruits avaient couru autour de discussions de coulisses entre éminences grises du NPD et du PLC. Éventuellement, l'idée avait aussitôt été démentie et elle va languir encore puisque les libéraux ont interdit à leur chef intérimaire d'en discuter. Un interdit bon pour deux ans, le PLC ayant décidé samedi d'attendre le printemps 2013 pour choisir son nouveau chef.

Mais qui peut dire jamais? En 2003, un Parti progressiste-conservateur encore affaibli s'était donné un chef, Peter MacKay, opposé à toute fusion avec la puissante Alliance canadienne. Moins d'un an plus tard, c'était fait. Le nouveau Parti conservateur a ensuite fait ce que le NPD cherche à accomplir aujourd'hui: élaguer les idées les plus litigieuses et tenir en échec les éléments les plus radicaux afin de charmer un plus grand nombre d'électeurs.

mcornellier@ledevoir.com

49^e Salon du Bourget

Le Québec est en bonne position, dit Gignac

«Les gagnants seront ceux qui se sont positionnés pendant la récession», croit le ministre

MICHEL DOLBEC

Paris — Le Québec est «bien placé» pour cueillir les fruits de la reprise dans le secteur aéronautique, estime le ministre du Développement économique, Clément Gignac, au moment où s'ouvre le Salon du Bourget en banlieue de Paris.

«On a été très agressifs et très incitatifs pour que nos grands donneurs d'ordre investissent pendant la récession. On les a appuyés. Les gestes qu'on a posés parlent d'eux-mêmes. Aujourd'hui, le signal est très clair: «Québec is opened for business», a lancé le ministre hier au cours d'une rencontre de presse avec des journalistes québécois.

Selon Clément Gignac, le secteur aéronautique mondial, après trois années de pertes, est sorti de la récession. Les grandes entreprises québécoises présentes au Bourget sont en ordre de bataille et Québec, après avoir investi un demi-milliard de dollars depuis 2006 pour «accompagner» les PME, estime que les sous-traitants sont prêts à répondre aux évolutions du marché.

«Les gagnants seront ceux qui se sont positionnés pendant la récession», répète le ministre Gignac.

Les analystes s'attendent à ce que ce 49^e Salon du Bourget soit marqué par des commandes d'avions records. La bataille des annonces opposera comme d'habitude Airbus et Boeing, même si la Chine et la Russie affichent clairement leur intention de jouer dans la cour des grands.

Côté québécois, les quatre grands acteurs sont là: Bombardier, Pratt & Whitney, Bell Hélicoptère et CAE Electronique. Les regards se tourneront surtout vers Bombardier et sa C-Series, sa nouvelle gamme d'appareils de 110 à 130 places dont l'avenir a suscité des inquié-



Le nouveau Boeing 747-8 sur le tarmac du Bourget, près de Paris. En arrière-plan, on peut apercevoir le Sacré-Cœur dans les hauteurs de la Ville lumière.

PASCAL ROSSIGNOL REUTERS

tudes. Bombardier a récemment annoncé deux petites commandes portant sur 13 appareils au total, faites par un transporteur suédois et un acheteur non identifié.

Le Salon du Bourget pourrait être l'occasion de confirmer d'autres petits contrats, mais personne, apparemment, ne s'attend à de grosses annonces. Les spécialistes soulignent toutefois qu'il faudra surveiller de près les intentions de Qatar Airways, qui négocie l'achat de C-Series avec Bombardier. Pour les gros contrats, l'avionneur québécois compte beaucoup sur les compagnies chinoises et l'américain Delta, mais aucune annonce ne se-

rait espérée avant la fin de l'année.

Le Salon international de l'aéronautique et de l'espace de Paris se tient tous les deux ans sur l'aéroport du Bourget, en alternance avec celui de Farnborough, en Angleterre. Plus de 2000 exposants y prennent part. On y attend 140 000 professionnels et 200 000 visiteurs «grand public». On pourra y voir, en vol ou au sol, près de 150 appareils civils et militaires.

Pas de vol de l'A380

Il n'y aura pas de vol de démonstration de l'Airbus A380 lors du salon du Bourget, l'aile de l'appareil ayant été endommagée lors d'un incident hier, a annoncé l'avionneur

européen sur son compte Twitter.

«L'Airbus A380 ne fera pas de démonstration» au Bourget, près de Paris. «Malheureusement, le wingtip [bout de l'aile] a été endommagé durant un incident» sur les voies de roulage, selon l'avionneur qui précise qu'il s'agissait d'un «contact avec une structure de l'aéroport».

C'est la deuxième déconvenue du jour pour EADS, maison mère d'Airbus, qui a annoncé aussi que son avion de transport militaire A400M ne pourrait pas faire de démonstration en vol au Bourget en raison d'un problème lié à son moteur.

La Presse canadienne

MONTRÉAL

Les résidents rejettent le projet d'agrandissement de la synagogue de la rue Hutchison

Plus de 53 % des 455 électeurs qui ont exercé leur droit de vote ont balayé la résolution du revers de la main

MARCO BÉLAIR-CIRINO

Le projet d'agrandissement de la synagogue située au 5363, rue Hutchison, à la frontière des arrondissements Plateau-Mont-Royal et Outremont, a avorté, puisqu'une faible majorité des résidents qui se sont exprimés hier à l'occasion d'un référendum y ont opposé un refus catégorique.

Quelque 53,41 % des 455 électeurs qui ont exercé leur droit de vote ont balayé du revers de la main la résolution autorisant l'agrandissement du lieu de culte, qui avait pourtant été adoptée par le conseil d'arrondissement du Plateau-Mont-Royal le 7 mars dernier.

Précisément, 212 personnes ont voté en faveur des travaux d'agrandissement, tandis que 243 personnes ont voté contre, a fait savoir l'arrondissement peu avant 22h. «Le message que ça donne, c'est: «On ne veut pas de vous. On ne veut pas entendre votre bruit. On ne veut pas partager nos trottoirs avec vous. On ne veut pas être soumis à vos exigences», a expliqué Leila Marshy, qui a pris la défense du projet caressé par la congrégation Gate David.

Le référendum — dont le taux de participation frôlait les 40 % — était l'occasion, selon elle, pour une frange de la population d'exprimer sa grogne à l'égard de la communauté juive hassidique. Elle y voit une «punition collective» infligée aux hassidim.

«Oui, ils se stationnent en double! Oui, il y a des autobus qui circulent dans les rues du quartier! Oui, il y a des parades et des grandes fêtes à quelques reprises durant l'année... Ça énerve le monde», a-t-elle affirmé au *Devoir*, devant la bibliothèque du Mile-End, où elle faisait le pied de grue au côté de membres de la congrégation Gate David.

«Did you vote? Did you vote yes?», lançaient-ils non sans inquiétude aux personnes sortant de l'établissement sis sur l'avenue du Parc.

«Ils m'ont traité de «self hating jew», de «juif qui s'auto-déteste». C'est spécial, ça», a fait remarquer Bernard Cooper, après avoir tenté d'expliquer sa décision de s'opposer au projet d'agrandissement de la synagogue, mais en vain.

«C'est épouvantable de fonctionner comme cela. La moindre critique qu'il y a envers le moindre agissement que peut faire une synagogue ou une autre: tout le monde est traité de «raciste» et d'«antisémite», se désolait le résident du quartier, alors qu'un préposé à l'accueil de l'arrondissement s'affairait à retirer les tracts des camps du «oui» et du «non» apposés à proximité du bureau de vote.



PEDRO RUIZ LE DEVOIR

Discussion entre un juif hassidim et Leila Marshy, devant la bibliothèque du Mile-End, où le vote sur le projet d'agrandissement de la synagogue de la rue Hutchison avait lieu hier.

«Tout le monde, après, va devoir vivre ensemble. Il y aura un gagnant et un perdant. Mais, une chose dont nous sommes tous perdants, c'est [le coup porté] à la paix sociale», soulignait Bernard Cooper avant que les résultats soient dévoilés.

La congrégation Gate David convoitait depuis des années le feu vert des autorités afin d'entreprendre les travaux d'agrandissement de sa synagogue, mais elle s'est heurtée à une série d'obstacles.

Une première consultation avait été annulée, en 2009, par la Cour supérieure. La juge Hélène Le Bel avait donné raison à un citoyen qui reprochait à l'arrondissement Plateau-Mont-Royal d'avoir négligé de permettre aux résidents du côté ouest de la rue Hutchison, entre les avenues Fairmont et Saint-Viateur — sur le territoire de l'arrondissement d'Outremont —, de se prononcer sur le projet.

L'arrondissement a relancé le processus de consultation et, le 12 avril 2011, un nouveau registre a été ouvert. Cent quatre-vingt-dix-neuf personnes ont signé le document, soit 41 de plus que le minimum exigé pour la tenue d'un scrutin référendaire.

Le Devoir

Pont Mercier

De nouvelles places de stationnement incitatives sont créées

FRANÇOIS DESJARDINS

Tenant de mettre un baume sur la frustration des automobilistes qui entrevoient un été difficile et voudraient miser sur le transport en commun pour se rendre à Montréal, les autorités ont annoncé hier quelques mesures de mitigation, dont l'ajout de 500 places au cours des prochains jours dans les trois stationnements incitatifs des gares de Candiac et Saint-Constant.

Un comité d'acteurs régionaux a d'ailleurs été mis sur pied pour suivre l'évolution du dossier et trouver des solutions. Ce comité, dévoilé hier, comprend

l'Agence métropolitaine de transport (AMT), le ministre et député de Châteauguay, Pierre Moreau, le ministre des Transports, Sam Hamad, la ministre du Tourisme, Nicole Ménard, ainsi que des maires de villes affectées comme Châteauguay et Candiac.

La patience des habitants est mise à rude épreuve depuis la semaine dernière. En milieu de semaine, les autorités ont annoncé qu'elles allaient devoir fermer des voies sur le pont Mercier en raison de réparations nécessaires. Des goussets qui font partie de la structure de soutien sont en mauvais état et doivent être réparés.

Vendredi matin, nouvel écueil. Un trou a été constaté dans la chaussée du pont, réduisant davantage la circulation. Il a été bel et bien bouché tel que cela était prévu, selon le ministère des Transports.

«Après la réparation temporaire effectuée vendredi, il y a eu une réparation permanente effectuée dans la nuit de vendredi à samedi», a dit hier le porte-parole du ministère des Transports, Guillaume Lavoie. «Donc on revient à la «normale», parce qu'on compose déjà avec une fermeture partielle, et une voie est ouverte dans chaque direction, comme c'était prévu pour les journées de fin de semaine.»

Pendant les jours de semaine, les deux voies du pont sont à sens unique, selon l'heure de pointe. Les changements de direction ont lieu à midi et à minuit.

Jeudi dernier, l'AMT a indiqué qu'il y aurait maintenant 18 départs quotidiens sur la ligne de train de banlieue Candiac, au lieu de 12. «C'est la mesure la plus efficace», a dit lors d'un entretien son p.-d.g., Joël Gauthier. L'achalandage est en hausse d'environ 20 %, selon lui, et l'AMT pourrait ajouter des voitures si besoin est. Le service d'autobus sera aussi bonifié, a dit hier M. Gauthier.

Le Devoir

ACTUALITÉS

Fête de la Musique à Paris

Le Québec prend la Bastille... et le Web

MICHEL DOLBEC

Paris — Le spectacle *Le Québec prend la Bastille*, qui sera donné demain soir à Paris pendant la fête de la Musique, sera diffusé en direct sur Internet.

La Délégation générale du Québec, qui organise l'événement pour souligner ses 50 ans, a conclu un accord en ce sens en fin de semaine avec le site de partage de vidéos en ligne Dailymotion. «Cela veut dire qu'on pourra suivre le concert au Québec et partout dans le monde, se réjouit le délégué Michel Robitaille. On veut faire découvrir une nouvelle génération d'artistes et on le fait sur le média qu'utilisent les jeunes. C'est cohérent.»

Événement phare de la programmation mise en place tout au long de l'année par la Délégation pour son demi-siècle d'existence, le spectacle de la Bastille est une grande première. C'est aussi un des plus gros événements musicaux québécois des dernières années à se tenir à Paris.

Dès le départ, le directeur du service culturel de la délégation, Bertin Leblanc, a souhaité mettre au premier plan la nouvelle scène québécoise pour «se projeter dans l'avenir». C'est le «plateau principal» qui sera diffusé sur le Web. Au programme: Ariane Moffatt, Pierre Lapointe et Yann Perreau qui, sans être des vedettes en France, possèdent un vrai public (pour les deux premiers en tout cas). Les trois chanteurs seront accompagnés par le groupe

Karkwa, qui terminera la soirée, avec son propre spectacle.

Deux invités de marque prendront part à cette prise de la Bastille imaginée par Monique Giroux: l'Acadienne Marie-Jo Thériot et le slameur français Grand Corps Malade. Ce dernier interprétera *Montréal*, son texte hommage à la métropole québécoise, que Yann Perreau a mis en musique.

La semaine dernière encore, les organisateurs songeaient à une diffusion du spectacle à la télévision française. Comme le projet a tourné court, ils ont fait le pari du Web, rapidement apparu comme le moyen de diffusion «le plus en adéquation» avec l'esprit du concert. «On n'a pas hésité une seconde. Une diffusion en mode continu [en streaming], ça renvoie à une idée de modernité et d'avenir. C'est un moyen souple et innovant de faire partager le spectacle au plus grand nombre, au Québec d'abord, en France, mais aussi partout dans le monde», souligne Bertin Leblanc.

Difficile de prédire combien d'amateurs iront sur Dailymotion demain (à 15h, heure de Montréal) pour suivre le «direct». En vrai, sur la place de la Bastille, les spectateurs pourraient se compter par dizaines de milliers, si le temps se montre un peu clément.

La ministre de la Culture, Christine St-Pierre, et celle des Relations internationales, Monique Gagnon-Tremblay, assisteront au spectacle.

La Presse canadienne

Air Canada: les représentants syndicaux approuvent la fin de la grève

Les représentants syndicaux des 3800 employés d'Air Canada qui avaient pris part à une grève ont entériné hier la fin du mouvement en approuvant un accord de principe intervenu jeudi avec la direction de la compagnie aérienne, a-t-on appris de source syndicale.

Les agents des services d'enregistrement et de contrôle et des centres téléphoniques de la compagnie avaient déclenché un mouvement de grève dans la nuit de lundi à mardi.

L'accord a été approuvé à l'unanimité hier à Toronto par

plus de 120 délégués syndicaux de la division des Travailleurs canadiens de l'automobile (TCA) à laquelle sont affiliés les employés au sol d'Air Canada, ceux des services d'enregistrement et des centres téléphoniques.

«Nous avons longtemps attendu ce jour», a déclaré Jamie Ross, une responsable du syndicat TCA à l'issue du vote. «Ces négociations avec la direction d'Air Canada ont été très difficiles et je suis fière de l'accord que nous avons trouvé pour nos membres», a-t-elle expliqué.

Les employés en grève d'Air

Canada avaient repris le travail dès vendredi, à la suite d'un accord sur le renouvellement de la convention collective des employés au sol, qui avait expiré en février. L'entente a été conclue une heure après la présentation par le gouvernement canadien d'un projet de loi visant à forcer le retour au travail des grévistes.

Elle prévoit notamment «des hausses de salaires, ce qui était une priorité pour nos membres après une sécheresse de dix ans», a déclaré à la presse Ken Lenzena, président du TCA.

Le nœud du conflit, la réforme des retraites pour les futurs employés de la compagnie, n'a toutefois pas été réglé. Les parties ont décidé de demander à un médiateur de le trancher.

«L'accord de principe maintient un programme de retraites à montant déterminé pour tous les employés actuels», a indiqué Air Canada dans un communiqué.

Quelque 1700 cadres avaient pris le relais des grévistes, dont le mouvement avait provoqué des retards et quelques annulations.

Agence France-Presse



FRANCOIS LENOIR REUTERS

Le ministre grec des Finances, Evangelos Venizelos, sourit devant le chef de file des ministres des Finances de la zone euro, Jean-Claude Juncker.

Aide financière

La zone euro renvoie la balle dans le camp de la Grèce

JULIEN TOYER

Luxembourg, 20 juin — La zone euro a renvoyé hier soir la balle dans le camp de la Grèce en refusant de débloquer la cinquième tranche de l'aide à Athènes et de valider un second plan d'aide au pays tant que le parlement grec n'aurait pas voté un nouveau programme d'austérité.

Alors que la date de ce vote n'est pas encore arrêtée, les ministres des Finances de la zone euro, qui se sont réunis huit heures durant à Luxembourg, se sont donnés jusqu'à début juillet pour prendre une décision sur ces deux dossiers, faute de quoi la Grèce ferait défaut sur sa dette dans les jours suivants.

Is ont en revanche d'ores et déjà clarifié la manière dont les créanciers privés seraient associés à un second plan de soutien. Il s'agira d'une participation informelle et volontaire, correspondant à ce que Nicolas Sarkozy et Angela Merkel avaient décidé à Berlin vendredi.

«Les ministres des Finances de la zone euro ont décidé de définir d'ici début juillet les principaux paramètres d'une stratégie de financement pour la Grèce», peut-on lire dans un communiqué d'une page publié à l'issue de la réunion.

«Les ministres des Finances de la zone euro sont d'avis que tout financement supplémentaire pour la Grèce sera de source publique et privée [...] Une participation du secteur privé à un second plan d'aide à la Grèce se fera sur une base volontaire et informelle via un roll-over d'obligations

grecques arrivant à maturité», est-il encore indiqué. Cette modalité est connue comme l'«initiative de Vienne», par laquelle des banques privées avaient accepté en 2009 de ne pas se désengager d'Europe centrale au plus fort de la crise.

Fermeté

Après la valse-hésitation au cours de la semaine sur l'opportunité de débloquer la cinquième tranche d'aide de 12 milliards d'euros prévue dans le cadre du plan de 110 milliards approuvé en mai 2010, les ministres ont décidé de rester fermes. Ils ont à nouveau appelé à une unité politique nationale en Grèce «comme tenu de la longueur, de la magnitude et de la nature des réformes requises».

Surtout, ils ont «rappelé avec force au gouvernement grec que d'ici la fin du mois il doit faire en sorte que tous soient convaincus que tous les engagements pris par les autorités grecques ont été remplis», selon les mots du président de l'Eurogroupe, Jean-Claude Juncker, à la sortie de la réunion.

«Vous ne pouvez pas imaginer une seconde que nous nous engageons à financer sans savoir si le gouvernement grec a endossé les obligations qui sont celles de la Grèce», a-t-il encore indiqué aux journalistes.

Le ministre belge des Finances, Didier Reynders, a confirmé que les fonds ne seraient pas débloqués pour le moment, même si des discussions s'engageront entre les départements du Trésor des principaux États membres et les créanciers privés de la Grèce.

Reuters

La Presse canadienne

EN BREF

De nouvelles règles pour les jeunes conducteurs

Québec — Depuis hier, de nouveaux plafonds pour les points d'incapacité sont imposés aux jeunes conducteurs, au Québec. Pour les titulaires de permis de conduire âgés de moins de 23 ans, la limite passe à huit points d'incapacité, tandis que les 23 et 24 ans s'en voient attribuer 12. À partir de 25 ans, le plafond est à 15 points d'incapacité, la norme pour les conducteurs plus âgés. Pour les apprentis conducteurs, le maximum reste bloqué à quatre points, ce qui équivaut à commettre un excès de vitesse de 30 à 49 km/h, à effectuer un virage interdit, ou à ne pas s'arrêter à un passage pour piétons. Les sanctions seront plus sévères s'il dépasse la limite de quatre points d'incapacité. Au lieu d'être simplement suspendu, le permis sera révoqué pour au moins trois mois. À l'expiration du délai, il faudra repasser des examens pour en obtenir un nouveau et reprendre le volant. Les jeunes conducteurs comptent pour 10 % des titulaires de permis au Québec, mais représentent 24 % des

conducteurs impliqués dans des accidents avec dommages corporels. — La Presse canadienne

La plage est ouverte

Le parc Jean-Drapeau à Montréal inaugurerait samedi sa plage et son complexe aquatique. Et pour souligner l'événement, l'accès aux installations était gratuit à ceux qui voulaient faire une première saucette. De nombreuses activités étaient également prévues pour toute la famille. L'an dernier, le parc Jean-Drapeau a accueilli 85 000 visiteurs, un bilan qui fait pâlir de jalousie certains citoyens de Québec, qui aimeraient aussi pouvoir tremper leurs pieds dans l'eau sans devoir sortir de la ville. Et pour convaincre les autorités de Québec du bien-fondé d'un tel projet, les membres de la Société des gens de la baignade organisaient samedi après-midi une «manifestation aquatique» au bassin Louise, situé au cœur de la capitale. Selon un des organisateurs de l'événement, Léonce Naud, le public pourrait bénéficier d'un tel lieu de baignade, qui serait aménagé en parc, plage et marina. Ce «lac urbain» est présentement inaccessible à la population. — La Presse canadienne

Téléphone : 514 985-3322
Télécopieur : 514 985-3340

LES PETITES ANNONCES

Courriel : petitesannonces@ledevoir.com

I.N.D.E.X
REGROUPEMENTS DE RUBRIQUES

100 • 199 IMMOBILIER RÉSIDENTIEL
100 • 150 Achat-vente-échange
160 • 199 Location

200 • 299 IMMOBILIER COMMERCIAL
200 • 250 Achat-vente-échange
251 • 299 Location

300 • 399 MARCHANDISES
400 • 499 OFFRES D'EMPLOI
500 • 599 PROPOSITIONS D'AFFAIRES ET DE SERVICES
600 • 699 VÉHICULES

LES PETITES ANNONCES

DU LUNDI AU VENDREDI DE 8H30 À 17H00

Pour placer, modifier ou annuler votre annonce, téléphonez avant 14h30 pour l'édition du lendemain.

Téléphone: 514-985-3322
Télécopieur: 514-985-3340

petitesannonces@ledevoir.com
Conditions de paiement : cartes de crédit

Master Card VISA

101
PROPRIÉTÉS À VENDRE

AHUNTSIC - Bijou de bungalow
Clé en main, à 2 pas des collèges
privés Regina Assumpta et Mont
St. Louis. 3 cac, cuisine neuve,
granit, 2 s/bains, grand s.-sol fini,
salle de lavage, garage, immense
cour. Occ. imm. Poss. de location.
480 000 \$ 514-244-9076

135
TERRAINS

Magnifique terrain approx.
3 acres dans baie du
lac Memphrémagog avec
chalet habitable à l'année.
Près Mont Orford. 819-578-9612

160
APPARTEMENTS ET
LOGEMENTS À LOUER

DISCRIMINATION
INTERDITE

La Commission des droits de la
personne du Québec rappelle que
lorsqu'un logement est offert en
location (ou sous-location), toute
personne disposée à payer le loyer et
à respecter le bail doit être traitée
en pleine égalité, sans distinction,
exclusion ou préférence fondée sur
la race, la couleur, le sexe, la grosse-
sese, l'orientation sexuelle, l'état
civil, l'âge du locataire ou de et à
ses enfants, la religion, les convictions
politiques, la langue, l'origine
ethnique ou nationale, la condition
sociale, le handicap ou l'utilisation
d'un moyen pour pallier ce handi-
cap.

LONGUEUIL, 4 1/2, r. de c.
Près parc régional, Cour.
Libre. 750\$ 514 292-8534

160
APPARTEMENTS ET
LOGEMENTS À LOUER

NDG - Spacieux 4 et 5 1/2
tout inclus. 855\$-1040\$ plancher
bois, vue parc, plafond haut, poss.
garage, balcon. 514-684-5993

NDG EST - 6 1/2 rénové
Hi duplex, près piste cyclable,
Métro Vendôme, Communauto
Pas chiens- chats. Non-fumeur.
1100\$ 514 488 3087

PLATEAU - Boul. St-Joseph est
Grand 7 1/2 rénové, r. de c. a/c.
2 c.c. + 1 bur. 5 électros. Terr. arr.
Garage chauffé. Pas de co-locs.
Août. 1600\$ 514 276-3717

VILLERAY - BEAU GRAND 6 1/2
Rénové, 2e, lumineux, calme,
mètres Fabre et J.-Talon, 2 c.c.,
bureau, pl. bois, 2 balcons. Prés ts
services. Août, chauffé, eau ch.
1200\$ mariea@sympatico.ca

PARIS VII - XV Champ-de-Mars
Site exceptionnel - 2 1/2 rénové 08
Ti équipé, très ensoleillé. Sur jardin
Semimois 514 272-1803

175
MAISONS DE CAMPAGNE
À LOUER

GASPÉSIE - PARC FORILLON
Bord de mer. Location à la
semaine. Disponibilités
en juillet et août. 514 325-3718

176
CHALET À LOUER

BORD DU FLEUVE :
L'ISLET-sur-MER
Cendos de villégiature.
Location à la semaine.
1 888 845-8586 514 522-6229
oieblanchesurmer.com

ESTRIE - LE "VERDELOT"
Petit chalet au bord du
lac St-Georges, accueillant,
confortable, 2 chambres.
Juillet/août. À partir de
850 \$ / semaine
514 449-2881 ou 1-877-525-6879
www.leverdelot.com

301
ŒUVRES D'ART

ŒUVRES D'ART
à vendre
www.oeuvresd'art.ca

307
LIVRES ET DISQUES

"Librairie Bonheur d'Occasion"
achète à domicile livres de qualité
en tout genre. 514 914-2142
4487 de la Roche-Mt-Royal

309
COLLECTIONS

TIMBRES ACHÈTE
Collection ou Accumulation.
514 775-8036

325
INSTRUMENTS DE MUSIQUE

GUITARE ELECTRIQUE
Mexican Fender Stratocaster
Rouge rubis. Excellent état.
Avec ampli de pratique: 400 \$.
Sans ampli: 375 \$.
438-886-8405

390
DIVERS

SPECTACLE U2
2 excellents billets pour le
spectacle de U2 le samedi 9 juillet.
Section 106, rangée 44,
sièges 13 et 14.
Prix unitaire: 400\$
514-501-2084

508
SERVICES FINANCIERS

508
SERVICES FINANCIERS

MULTI-ASSURANCES.COM
- assurance hypothécaire
- assurance invalidité
- assurance-vie
- maladie grave
- voyage

Obtenez une cotation en ligne.
Le plus bas prix disponible en moins de 2 minutes!
Comparez et économisez.
Visitez www.multi-assurances.com

Association québécoise
des troubles d'apprentissage

« J'ai bûché très fort
pour réussir mes
études... j'apprenais
différemment! »

www.aqeta.qc.ca

508
SERVICES FINANCIERS

SP La vie avec
la sclérose en plaques

La sclérose en plaques
ne bouleverse pas que la vie
d'une seule personne à la fois.
Elle bouleverse des familles entières.

SP Société canadienne
de la sclérose en plaques
1 800 268 7562 www.scleroseenplaques.ca

515
INFORMATIQUE ET BUREAUTIQUE

VOTRE ORDINATEUR BOGUE
OU RALENTIT ?

Mise à jour et réparation
P.C., Mac et portables.
10 ans d'exp. Service à domicile.
514 573-7039 Julien

529
OFFRE DE SERVICES
PROFESSIONNELS

Éric Villeneuve
Designer graphique
Conception logos, papeteries, bro-
chures, magazines. 438-870-1881

530
COURS

ATELIER D'ÉCRITURE À MTL
Avec l'auteure Sylvie Massicotte
www.sylviemassicotte.qc.ca
Info. / inscriptions : 514-943-0081

695
AUTOMOBILES

VOLVO 960 FAMILIALE, 1995.
261 000 km. Bien entretenue
(factures disponibles). 2 350\$.
450 677-8046 514 772-8046 (coll).

WESTFALIA 1989
Très bonne condition.
Conduite manuelle.
Jamais sorti l'hiver, 14 500\$.
514 277-2856

Don in memoriam
Un don de réconfort
et d'espoir

514 527-2194
1 877 336-4443
www.fqc.qc.ca

Fondation
québécoise
du cancer

**Votre don change
le monde!**

Oxfam
Québec

514.937.1614
1.877.937.1614
www.oxfam.qc.ca

ACTUALITÉS

Les libéraux ne choisiront pas un nouveau chef avant deux ans

Vancouver — Les libéraux fédéraux, affaiblis après l'élection du 2 mai dernier, ne choisiront pas un nouveau chef avant deux ans.

Les délégués qui assistaient à un congrès «virtuel» extraordinaire du Parti libéral du Canada (PLC) samedi ont décidé de repousser la prochaine course au leadership jusqu'en 2013, entre le 1^{er} mars et le 30 juin.

En entrevue à La Presse canadienne, l'ex-ministre et ancien chef du Parti libéral Stéphane Dion a affirmé que son parti souhaitait se donner le temps de rebâtir sa formation politique, de façon à ce que son prochain chef soit «bien équipé pour faire face à la musique».

Qualifiant la défaite de son parti de sévère, M. Dion a déclaré que le Parti libéral n'était pas en état de fonctionnement maximal, avant de laisser entendre qu'une formation solide était nécessaire pour assurer la protection, cruciale, de l'image du chef libéral.

À propos des leçons qu'il a tirées des deux dernières campagnes, M. Dion a souligné que l'image des chefs, «très basse dans l'opinion publique» en début de campagne, avait grandement nui au parti.

Selon M. Dion, les quelques semaines de campagne électorale n'ont pas donné assez de temps au parti pour qu'il puisse rehausser l'image de son chef.

Le report de l'élection d'un nouveau chef à la tête du PLC voté par les délégués offre un délai encore plus important que celui proposé par la haute direction du parti, qui désirent que les libéraux prennent de 18 à 22 mois pour se ressourcer avant de choisir un remplaçant permanent à Michael Ignatieff.

Ce dernier a démissionné après avoir mené ce parti autrefois imposant à une défaite his-



GEOFF ROBINS REUTERS

L'ex-ministre et ancien chef du Parti libéral Stéphane Dion a affirmé que son parti souhaitait se donner le temps de rebâtir sa formation politique, de façon à ce que son prochain chef soit «bien équipé pour faire face à la musique».

torique le soir des élections du 2 mai, au terme desquelles les libéraux ont été réduits à l'état de tiers parti, avec seulement 34 sièges.

Bob Rae a été nommé chef intérimaire le mois dernier, et continuera de garder le fort jusqu'à ce qu'un chef permanent soit choisi.

Le temps de reconstruire

Le regard tourné vers le futur, Stéphane Dion a souligné samedi que les libéraux allaient devoir s'assurer de faire connaître eux-mêmes leur nouveau chef aux électeurs canadiens. Cette façon de faire, croit-il, permettra de contrer la stratégie conservatrice.

«Dans les deux dernières campagnes, l'image du nouveau chef

a été définie par les conservateurs, par leur machine à détruire les personnes, qui est très efficace et très bien financée. Malheureusement, nous n'avons pas été capables de contrecarrer cette attaque.»

Faisant aujourd'hui face à un gouvernement conservateur majoritaire, Stéphane Dion demeure optimiste.

«La seule bonne nouvelle du résultat désastreux du 2 mai, c'est qu'il n'y aura pas d'élections avant quatre ans», a-t-il avancé.

«Nous pouvons prendre le temps de reconstruire le parti étape par étape et de façon constructive.»

Amendements

La constitution du parti requiert qu'un successeur soit

désigné dans les cinq mois suivant la démission du leader. Au terme du congrès extraordinaire du PLC de samedi, toutefois, les délégués ont voté deux amendements à la constitution du parti.

Mis à part le report du scrutin pour l'élection d'un chef en 2013, la date du prochain congrès biennal du parti a été fixée en janvier 2012, et non en juin comme prévu.

Le président de ce congrès, Peter Milliken, s'est félicité des décisions prises au congrès.

«Cette téléconférence a permis un dialogue ouvert et accessible sur la direction du Parti qui reflète les valeurs que nous partageons tous en tant que libéraux.»

La Presse canadienne

Ottawa pense pousser plus loin le recensement de l'agriculture

JENNIFER DITCHBURN

Ottawa — Chez les conservateurs au pouvoir à Ottawa, certains recensements sont carrément éliminés tandis que d'autres sont soigneusement conservés.

Le questionnaire détaillé obligatoire du recensement a été sacrifié l'été dernier parce qu'on l'estimait trop intrusif.

Cependant, le recensement de l'agriculture, également obligatoire, est non seulement demeuré tel quel, mais le gouvernement songe à donner à Statistique Canada accès aux déclarations de revenus afin de rendre le processus plus efficace.

Tous les exploitants agricoles ont commencé à recevoir le recensement de l'agriculture avec le recensement de 2011, en mai. Un tiers d'entre eux ont aussi reçu l'enquête nationale auprès des ménages, à participation volontaire. Les données qui étaient auparavant recueillies grâce au questionnaire détaillé obligatoire du recensement le seront désormais dans le cadre de cette nouvelle enquête.

Le recensement de l'agriculture doit servir à brosser un portrait de l'industrie agricole canadienne au moyen de questions portant sur le nombre de

bêtes des troupeaux ou encore les insecticides utilisés. Les informations recueillies sont utilisées par différentes parties, parmi lesquelles des ministères fédéraux et les agriculteurs soucieux de voir quelles sont les tendances de leur industrie.

Le ministre de l'Agriculture, Gerry Ritz, a protégé avec succès le recensement de l'agriculture, affirmant qu'il constituait une source valable d'information et qu'il ne portait que sur les activités du secteur agricole.

M. Ritz était soutenu par d'importantes voix, dont la publication *Western Producer* et la Fédération canadienne de l'agriculture (FCA).

Ann Slater, une agricultrice de St. Mary's, en Ontario, a dit être heureuse de répondre aux questions du recensement de l'agriculture, même si elle doit le faire à une période occupée de l'année.

«En tant qu'agricultrice [...] je trouve cela très important, a-t-elle affirmé. Le recensement permet d'obtenir des données démographiques sur le secteur agricole [...] c'est aussi une façon pour le gouvernement de reconnaître que les femmes sont également des agricultrices.»

La Presse canadienne

EN BREF

Premiers retours à Valcartier

Québec — La mission de combat de l'armée canadienne en Afghanistan prendra fin officiellement le 1^{er} juillet, mais les premiers militaires de Valcartier seront de retour dès aujourd'hui. Environ 1900 soldats de la base de Valcartier font partie de cette toute dernière rotation de la mis-

sion depuis l'engagement des troupes canadiennes en 2002. Les soldats rentreront au bercail en plusieurs vagues réparties sur environ six semaines. La mission de combat se transforme en mission de formation des membres de l'Armée nationale afghane et de la Police nationale afghane. Déjà 417 soldats prennent part à l'opération «Attention», et ce nombre ira en augmentant. — La Presse canadienne

porter
raffinée sur toute la ligne

Une bouchée sur le pouce à portée de la main.

Toronto. Vous dépose à l'aéroport du centre-ville. Petit relish-moutarde sur le pouce. La carriole du marchand ambulant est à quelques rues à peine. Dès votre arrivée, vous goûtez au plaisir de l'animation urbaine avant votre prochaine réunion.



Vols au départ de Montréal. Réservez avant le 22 juin.

Les tarifs aller simples incluent les surcharges de ligne aérienne et les frais d'aéroport.**

TORONTO 20 par jour 122 \$*	HALIFAX 2 par jour 207 \$*	ST. JOHN'S 1 par jour 227 \$*	SAULT STE. MARIE 195 \$*	SUDBURY 195 \$*	THUNDER BAY 196 \$*	WINDSOR 176 \$*	BOSTON 236 \$*
CHICAGO 236 \$*	MYRTLE BEACH Dès le 8 septembre 296 \$*	NEW YORK 186 \$*	Réservez en ligne, appelez au 1-888-619-8622 ou contactez votre agent de voyages.				

* Réservez avant le 22 juin 2011 pour vos trajets avant le 6 septembre 2011. Porter peut exiger un achat jusqu'à 21 jours à l'avance. Ce tarif aller simple n'exige pas l'achat d'un aller-retour. Les sièges à ce tarif sont en nombre limité et peuvent ne pas être disponibles sur tous les vols ou pour toutes les dates. Offre valable pour les nouvelles réservations seulement.

** Les tarifs aller simple en classe Fixe incluent les services de NAV Canada et les frais d'assurance, et les frais d'amélioration aéroportuaire (FAA), mais excluent les taxes et frais gouvernementaux. Les tarifs à destination de Montréal peuvent être différents.

flyporter.com

ÉDITORIAL

Endettement des ménages

Baril de poudre

Tout récemment, le gouverneur de la Banque du Canada, Mark Carney, a envoyé deux avertissements remarquables en autant de jours. Le premier pour signaler que le marché immobilier se conjugue avec la surchauffe. Le deuxième pour indiquer que l'endettement des ménages a atteint un niveau alarmant. Son cri de cœur? Il y a urgence à observer les règles de la prudence.

Bn fait, cela fait deux ans maintenant que le gardien des cordons de la bourse aligne les mises en garde concernant la hausse constante et vertigineuse du prix des biens immobiliers, et donc de la charge hypothécaire que cela entraîne. Deux ans qu'il peste contre des acteurs qui n'ont pas retenu les leçons de la débâcle immobilière aux États-Unis. Deux ans au cours desquels il s'est astreint à maintenir une politique, pour reprendre ses mots, «de détente monétaire considérable». On insiste, il a qualifié la détente de «considérable».

Lorsque l'on s'attarde aux chiffres inhérents à l'activité immobilière actuelle, il y a de quoi partager quelque peu son inquiétude. Depuis le creux enregistré en 2009, les valeurs immobilières ont progressé de 31 %. Autrement dit, le rattrapage puis l'amorce du phénomène d'augmentation se sont effectués en deux ans, alors qu'il en avait fallu douze après la crise survenue au début des années 1990. Résultat net, les coûts afférents au poids hypothécaire d'une maison type monopolisent 43 % des revenus d'un ménage avant impôts.

Dans la confection de cette bulle immobilière, les autorités concernées sont confrontées à une variable sur laquelle elles n'ont aucune prise. Laquelle? Après les Japonais et les Coréens dans les années 1990, voilà que les Chinois ont investi des millions et des millions dans le parc immobilier de Vancouver. Cet insatiable appétit pour la pierre et le bois s'est traduit par une ascension fulgurante des valeurs. À preuve, le coût hypothécaire consomme 72 % du revenu avant impôts des ménages; 72 %!

À la menace qui plane sur l'univers immobilier s'est greffée au cours des derniers mois celle observée sur le front du crédit hors immobilier. Dans la foulée de la hausse marquée des prix des aliments et de l'énergie, on a enregistré une envolée du niveau de vulnérabilité de certains groupes de consommateurs. Pour faire court, disons qu'à 147 % du revenu le taux d'endettement a atteint un sommet. Mentionnons également qu'il est plus ou moins égal à celui des Américains et des Britanniques avant le début de la crise financière en 2008.

Comme le rapportait il y a peu notre collègue Éric Desrosiers, «cet accroissement de la dette serait, en fait, principalement dû à la consommation. Plus de la moitié (57 %) des répondants à un sondage réalisé spécialement ont affirmé que leur principale raison de contracter plus d'emprunts est uniquement d'assurer leurs dépenses de tous les jours, comme la nourriture, les vêtements et le transport». Près de 20 % seulement des Canadiens ont indiqué que leur endettement était lié à l'acquisition d'un bien immobilier.

On l'aura compris, le maintien du loyer de l'argent à bas prix pendant plusieurs années a produit des distorsions tant sur le flanc de l'immobilier que du crédit à la consommation. Évidemment conscient de la présence de ces vices, Mark Carney entend y mettre un terme. Selon des économistes de plusieurs banques, il faut s'attendre à ce que le taux cible passe de 1 % aujourd'hui à 3 % dans un an.

Il est donc probable que l'on assistera à une répétition, avec des variantes évidemment l'histoire ne se répétant pas, de la crise observée au début des années 1990. Après que le gouverneur de l'époque, John Crow, eut commandé une hausse de 100 à 125 points de base du taux d'escompte, on a assisté à l'ébranlement tout d'abord, à l'écroulement ensuite de la sphère immobilière. Le point d'orgue de celui-ci? Au cours de l'année 1995, plus de la moitié des transactions immobilières réalisées sur l'île de Montréal étaient des reprises immobilières. Des faillites.

Dans cette histoire, une requête formulée par Carney s'avère particulièrement saisissante. Il souhaiterait que le ministère des Finances s'emploie à durcir les conditions d'octroi du crédit. Il apprécierait le fait qu'après une longue période de laxisme, de laisser-faire, de laisser-aller, on réintroduise les règles qui prévalaient auparavant. À méditer deux fois plutôt qu'une.

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910. FAIS CE QUE DOIS !

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX

Rédactrice en chef JOSE BOILEAU

Vice-présidente, finances et administration CATHERINE LABERGE

Directeur de l'information ROLAND-YVES CARIGNAN

Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU, LOUIS LAPIERRE, JEAN-FRANÇOIS NADEAU, PAUL CAUCHON

Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET

Directeur, ventes publicitaires JOSÉ CRISTOFARO



LETTRES

Quand une ministre préfère les chiffres aux personnes

Le 8 juin dernier, la ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale, Julie Boulet, a déposé à l'Assemblée nationale son rapport sur les cibles de revenus à atteindre au Québec pour lutter contre la pauvreté. Ce rapport a d'ailleurs été produit en vertu de la Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

Ce rapport devait, en principe, faire suite aux recommandations du Comité consultatif de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (CCLP) et permettre d'adopter des mesures concrètes de lutte contre la pauvreté.

Ce rapport devait, en principe, traiter de droits aussi fondamentaux que le droit de manger, bafoué pour des centaines de milliers de Québécois et de Québécoises, qui doivent fréquemment jeûner.

Ce rapport devait, en principe, parler d'êtres humains et de leur dignité.

C'est ce qui devait se passer. À la recommandation du CCLP de mettre en place un soutien financier minimal, la réponse de cette ministre fut de dire NON. Un non catégorique et définitif puisque ses chiffres le disent: cette mesure coûte trop cher!

Les personnes en situation de pauvreté se voient éclipsées de ce rapport par des «estimations économétriques», qui ne tiennent pas compte des coûts de la pauvreté. Où sont l'humanité et le sens de l'éthique dans cette décision?

Quand une ministre préfère les chiffres à la réalité quotidienne de cen-

taines de milliers de personnes, est-elle vraiment à sa place comme ministre de la Solidarité sociale?

Amélie Châteauneuf et Marie-Ève Duchesne pour le Front commun des personnes assistées sociales du Québec

Le 17 juin 2011

Elizabeth May et la Libye

La chef du Parti vert, Elizabeth May, s'est opposée à l'adoption rapide d'un projet de loi sur la prolongation de la participation canadienne à la mission de l'OTAN en Libye. Pourquoi? Elle croit que la mission réelle de l'OTAN est de se débarrasser du colonel Kadhafi et non de protéger les civils.

Mme May ne sait-elle pas que le Conseil national de transition (CNT), l'interlocuteur des insurgés reconnu par 15 pays, exige le départ de Kadhafi comme préalable à toutes négociations avec son clan? Et n'est-il pas raisonnable de penser que si Kadhafi est mis hors d'état de nuire, les civils s'en porteront mieux en Libye?

En plus d'être une spécialiste des questions environnementales, Mme May s'occupe donc aussi d'affaires internationales. Elle est comme Amir Khadir, elle touche à tout.

Sylvio Le Blanc

Montréal, le 17 juin 2011

Très content de Pauline

Simple électeur traditionnellement péquiste que je suis, j'observe avec attention les derniers développements au PQ. Enfin,

les fanatiques de la souveraineté claquent la porte et les modérés pourront se faire entendre. Après huit années sous le PLQ, les Québécois ont besoin de redécouvrir la richesse et le potentiel du Québec. Ils ont besoin d'un gouvernement qui rapportera de vraies redevances sur les ressources naturelles, d'un gouvernement qui lancera un grand ménage dans la très florissante industrie de la corruption, d'un gouvernement qui nous montrera tout ce qu'on gaspille avec Ottawa.

Les Québécois ont besoin de sentir que leur société est sur une lancée et que le frein est le Canada, pas l'inverse. Les fanatiques de la souveraineté «tout-de-suite-maintenant» doivent réaliser, surtout avec le résultat des dernières élections fédérales, que les Québécois ne sont pas prêts à voter oui. Ils doivent réaliser qu'avant de faire un référendum, le PQ doit d'abord rendre aux Québécois leur fierté et leur goût de l'indépendance. Les fanatiques doivent réaliser que les Québécois ont besoin de longs et concluants préliminaires avant de se lancer à plein dans la passion souverainiste. Finalement, ils doivent réaliser qu'ils ne proposent même pas d'alternative à Pauline Marois et que les Québécois en ont marre des chialeux qui ne proposent rien.

J'étais en train de décrocher du PQ à cause des fanatiques et des belles-mères qui y faisaient la pluie et le beau temps, mais là, depuis que les fanatiques claquent la porte et que la chef met ses culottes, je reviens avec plaisir.

Hubert Roy-Gosselin

Lévis, le 15 juin 2011

LIBRE OPINION

Hommage à mes étudiants

MICHÈLE ROLLAND

Professeure (tout juste) retraitée du collégial

Chers étudiantes et étudiants que j'ai eu le plaisir de découvrir à différentes époques, sachez que je garde de très bons souvenirs de vous.

Au début de mon enseignement, dans les années 1980, vous étiez des étudiants engagés presque à temps plein dans vos études. Vous étiez peut-être la moitié à travailler quelques heures par semaine. Il y avait de l'espace dans vos vies pour profiter pleinement de votre entrée dans l'univers de jeunes adultes. Vous aviez une vie sociale active avec vos amis et vous ne comptiez plus les parties qui s'enchaînaient les uns après les autres. L'expression à la mode était «c'est cool»... Vous n'étiez pas axés sur la réussite à tout prix, mais plus sur le plaisir d'apprendre, peu importe les résultats.

Et puis... j'ai vu défiler sous mes yeux différents courants de pensées, mais surtout de modes, les casquettes, palettes en avant, en arrière. Je me souviens qu'une d'entre vous portait sa casquette tellement tout le temps qu'un beau jour à la sortie du métro je ne l'ai pas reconnue. Eh oui, elle n'avait pas sa casquette ce jour-là. J'ai découvert trois ans plus tard sa jolie chevelure. L'expression courante était «Y a rien là»...

Et puis... est apparue la mode des baladeurs ou walkmans. Le premier que j'ai eu sur les oreilles par simple curiosité appartenait à nulle autre qu'à Sylvie Paquette, auteure, compositeur

re et interprète de ses chansons. Elle trébailait sa guitare dans les cours et nous chantait une chanson à la première occasion. Pas étonnant qu'elle soit devenue ce qu'elle est.

Et puis... La mode des montres qui sonnent toutes les heures est venue perturber une certaine tranquillité dans les cours, surtout que les montres ne sonnaient pas toutes en même temps... Je vous revois encore le sourire en coin, face à cette légère perturbation du déroulement des cours.

Et puis... ont commencé les cheveux aux couleurs arc-en-ciel, bleus, verts, rouges, orange, jaunes, etc. Je dois avouer que ça faisait du bien de me trouver devant toute cette carte des couleurs qui contrastait avec la couleur beige et terne de nos salles de cours. L'expression courante devenait «Yes man», même si nous étions une majorité de femmes...

Et puis... insidieusement, vos heures de travail à l'extérieur augmentaient et prenaient de plus en plus de place dans vos vies, au détriment de vos études. C'est à partir de cette période que j'ai dû commencer à apprendre à négocier entre les exigences de vos employeurs, votre difficulté pour certains à poser vos limites et nos exigences scolaires. La valorisation du travail pendant les études allait progressant.

Et puis... sont apparus simultanément la mode des camisoles à «bedaine» et les body piercing. Les camisoles servaient à exhiber un piercing au nombril. Entre autres. C'est aussi à cette époque que j'ai commencé à voir des langues sorties pour aussi épater la galerie avec un bijou sur une

langue percée. Évidemment, cette mode devenait incompatible avec les exigences des milieux de stage. Il fallait donc faire des ajustements, faire disparaître les piercings apparents et allonger les camisoles.

Et puis... le mauvais stress a commencé à gagner du terrain, dû à vos horaires de fou rendant presque incompatible l'arrimage entre vos cours, travaux et heures de travail à l'extérieur. Je commençais à vous trouver plus fatigués, malades avec de plus en plus de maux associés aux personnes âgées, ulcères d'estomac, etc. J'avoue qu'en même temps que je vous trouvais courageux de poursuivre vos études dans ces conditions, je vous plaignais de ne pas profiter pleinement de votre vie de jeune adulte.

Et puis... nous sommes entrés dans l'ère de la réussite et de la performance à tout prix. Non seulement fallait-il réussir à tout prix ses études, mais il fallait aussi être performant au travail à l'extérieur. Nous sommes alors beaucoup éloignés de l'époque où vous aviez le temps de prendre le temps, hélas pour vous... Mais malgré tout, il y a la mode des «Yo» qui s'installe.

Et puis... nous sommes entrés dans l'ère de la super-technologisation des moyens de communication, dont les téléphones cellulaires. Ah! les fameux téléphones cellulaires. Comme ça nous a fait travailler fort, les profs, pour gagner la bataille entre le déroulement normal des cours et des téléphones qui sonnent fréquemment. Et ce n'est pas fini! Désormais, c'est la course aux messages textes dissimulés de différentes façons

pour déjouer la vigilance des profs. L'art de commencer une phrase par «genre» est omniprésent dans le langage actuel des étudiants.

Et puis... une autre lutte est celle de la qualité de votre français écrit. J'ai connu différentes vagues selon la méthode du français écrit enseignée dans les écoles secondaires. Il y a eu la méthode aux sons. Ça m'obligeait à lire les travaux à haute voix pour comprendre le sens de vos écrits. Nous avons aussi connu l'écriture en lettres détachées et finalement attachées. Pour nous remonter le moral, après des séances intenses de correction et donc de fautes d'orthographe, nous alimentons depuis plusieurs années un cahier de vos perles qui fait en sorte qu'il vaut mieux en rire qu'en pleurer. Je constate finalement que le français écrit s'est amélioré concernant la syntaxe à tout le moins. Vous avez maintenant accès à des correcteurs sur vos ordinateurs ou encore à du monitorat au Centre d'aide en français écrit et c'est tant mieux pour vous aider à progresser.

Et puis... l'étincelle dans vos yeux a été ma plus belle source de joie pendant toutes mes belles années d'enseignement. Jamais je n'oublierai vos questionnements sur vous, sur les notions apprises, sur votre implication interactive dans les cours, sur votre progression en stage, sur vos nombreuses découvertes sur diverses problématiques sociales, sur la société en général et sur votre créativité. Sachez que je crois profondément en vous et que vous serez toujours pour moi mes chers étudiants. Longue vie à vous en travail social.

IDÉES

Un parc-plage au bassin Louise de Québec : une chance inouïe

JEAN LACOURSIÈRE

Québec

Le récent rapport Rozon sur la relance de l'industrie touristique au Québec propose, comme «*priorité des priorités*», de «*miser sur l'amélioration et le développement du produit*». Il recommande aussi de «*favoriser le développement [...] de l'icône qu'est le fleuve Saint-Laurent*». Le projet de parc-plage Jacques-Amyot au bassin Louise de Québec est

taillé sur mesure pour ces recommandations.

Par ailleurs, l'Administration portuaire de Québec (APQ) entend faire au bassin Louise du développement immobilier: hôtel cinq étoiles, bureaux, commerces et stationnements, ainsi que marina et marché public (déjà présents). Le p.-d.g. du port, Mario Girard, a déjà discuté avec la Ville et la Commission de la Capitale nationale à ce sujet.

Pour comprendre l'occasion en or qui s'offre à Québec avec le projet de parc-plage Jacques-Amyot, il suffit d'imaginer la plage du parc Jean-Drapeau plutôt située dans le Vieux-Port de Montréal et ouverte à l'année pour toutes sortes d'activités, dont une immense patinoire en hiver. Le parc-plage Jacques-Amyot serait une infrastructure récréotouristique de renommée internationale, simplement parce qu'elle offrirait un des plus beaux panoramas urbains d'Amérique en plein quartier touristique d'une ville du patrimoine mondial.

Accès à l'eau essentiel

Inexplicablement, ce projet souffre depuis 16 ans d'une fin de non-recevoir à la Ville de Québec, de même qu'à l'APQ qui gère les terrains concernés. Pourtant, le projet jouit de l'appui d'élus de tous les paliers, de groupes citoyens et de commerçants. Ça, la Ville et l'APQ le savent. Elles semblent ignorer, cependant, qu'en contraignant l'usage du bassin Louise à une marina, elles privent la ville et la région de retombées économiques importantes, et les quartiers centraux de Québec d'un accès à l'eau leur faisant cruellement défaut.

La fréquentation des plages et plans d'eau est reconnue pour entraîner des retombées économiques importantes. Aux États-Unis, le tourisme est le secteur industriel qui génère le plus d'emplois et de revenus étrangers. Les États côtiers reçoivent la plus grande portion de ces revenus (environ 85 %), simplement parce que leurs plages sont la destination touristique préférée. En fait, le nombre de visiteurs des parcs et sites récréatifs dans l'ensemble du pays est inférieur au nombre de visiteurs sur les plages!

Le gouvernement fédéral américain reçoit davantage en taxes des touristes à Miami Beach que ce qu'il lui en coûte pour entretenir les plages de l'ensemble du pays. Pour la Floride, chaque dollar



CLÉMENT ALLARD LE DEVOIR

Le bassin Louise, à Québec: pourquoi ne pas en faire un parc-plage?

investi dans la protection des plages publiques rapporte 8 \$ en taxes payées par les visiteurs. À Miami Beach, l'économie reçoit 700 \$ d'argent frais à chaque dollar investi en entretien des plages.

En 1994, le U.S. Army Corps of Engineers a estimé les retombées économiques de la fréquentation des sites récréatifs situés sur les rives des plans d'eau sous sa juridiction: les visiteurs y dépensent en moyenne 64 \$ US en comparaison de chaque dollar consacré au fonctionnement et à l'entretien des sites.

Une récente étude de l'université Ryerson de Toronto s'est penchée sur l'impact économique des plages situées entre Sarnia et Tobermory le long du lac Huron en Ontario. Les sondages de l'étude révèlent que les résidents et les visiteurs dépensent respectivement 9-12 \$ et 42-56 \$ localement (à l'intérieur d'un rayon de 50 km) par jour à la plage. À l'extérieur d'un rayon de 50 km, les visiteurs y dépensent quotidiennement 29-39 \$. Pour 69 % des sondés, la visite à la plage est une activité familiale (quelle est la durée de l'intérêt d'un enfant dans le Vieux-Québec?) et ils y restent en moyen-

ne trois jours. Il s'agit aussi de la raison première de leur voyage.

Retombées économiques

La marina du port de Québec est sous gestion portuaire et elle s'inscrit à l'encre rouge dans les livres de l'APQ. Ses quais occupent la moitié du bassin Louise. Elle génère des retombées économiques annuelles d'environ 1,5 million (valeur ajoutée) et environ 25 emplois à temps plein en haute saison. Essentiellement, il s'agit d'un stationnement privé (fédéral) pour bateaux. Quiconque touche à l'eau est passible d'une amende de 500 \$ (max) ou à défaut de payer, de deux mois de prison (max).

Les touristes dans la région de Québec restent en moyenne 2,6 nuitées par séjour. Cela est bien peu. La région reçoit 1,5 million de touristes d'agrément par année. Ceux-ci dépensent en moyenne 132 \$ par jour. Quarante pour cent des séjours ont lieu l'été. Donc, si approximativement 2 % des touristes d'agrément estivaux restaient une journée de plus à Québec parce qu'il y a une gran-

de plage en plein quartier touristique, cela injecterait dans l'économie de la région autant d'argent que la marina du port de Québec! Il y a fort à parier qu'une journée de plus pour 2 % des touristes est une estimation très modérée, sans oublier les résidents (et leurs dollars) qui n'auraient pas à s'exiler pour jouir des plaisirs balnéaires.

En souhaitant un développement immobilier au bassin Louise et en limitant son usage à une marina, le port de Québec, de concert avec nos élus municipaux, limiterait sérieusement et irréversiblement les retombées économiques de ce grand lac urbain. Nul besoin d'être expert pour savoir qu'un hôtel cinq étoiles n'est pas un produit touristique en soi. Par contre, un parc-plage quatre-saisons est un produit touristique concret offrant aux visiteurs, en particulier aux familles avec de jeunes enfants pas encore fascinés par l'Histoire, une plage de détente dans le sable et l'eau en plein quartier historique. Plusieurs villes rêvent de posséder cette combinaison de tourisme balnéaire et culturel. Québec possède cette chance inouïe. Nos élus oseront-ils la bousiller?

Examen d'histoire au secondaire

Je ne me souviens de rien... c'est écrit!

Il n'y a pas de quoi s'enorgueillir d'un taux de diplomation supérieur lorsqu'il s'obtient par des voies qui démontrent en réalité que nous régressons sur le plan de nos exigences

DOMINIQUE LAPERLE

Enseignant au Pensionnat du Saint-Nom-de-Marie et docteurant en histoire à l'UQAM

Lundi 13 juin dernier, les élèves du Québec se confrontaient à l'épreuve d'appoint en histoire et éducation à la citoyenneté (087-404). Quelle ne fut pas ma surprise de constater que les recommandations faites à la suite des épreuves des années précédentes n'avaient pas été entendues! Un examen d'histoire de la quatrième secondaire se doit de vérifier l'ensemble des connaissances et des compétences acquises au cours des deux années d'enseignement de l'histoire nationale. Or, il faut l'avouer, nous sommes face à un examen qui n'est rien d'autre qu'un savoir-lire.

Quelle vision donnons-nous du travail préparatoire à un examen? Quel message lançons-nous aux élèves sur l'importance de réfléchir sur les concepts historiques du programme tout en les liant à des éléments de savoir? Enfin, quel héritage leur laissons-nous si aucun élément de culture générale n'est acquis à la fin de la formation?

J'ai questionné plusieurs de mes 210 élèves. Certains m'ont avoué que leur étude préparatoire avait été inutile. Inutile. Ce mot m'a été répété maintes fois. J'ai préparé un document de révision qui parcourait tous les aspects enseignés depuis les deux dernières années. Je leur imposais l'apprentissage d'une soixantaine de dates en plus de réviser, de manière transversale, les concepts historiques des quatre grands thèmes de l'année. Tout cela était inutile. Aucun repère de temps n'était vraiment nécessaire.

Il y avait bien quelques questions sur la chro-

nologie, mais c'était tellement gros (certains documents à placer en ordre chronologique présentaient le repère de temps!) que la rétention des dates était inutile. Une élève, avec un peu

de logique, pouvait réussir haut la main cet examen, car tout se retrouvait dans les documents fournis dans le dossier documentaire. Oh, bien sûr, il fallait interpréter certaines choses, associer un document, des idées. On restait dans le vague, le général. Une élève pouvait bien faire face à une petite difficulté à un moment, dans la section suivante, dans un autre document, elle retrouvait la réponse attendue... Je veux bien que les élèves développent leur capacité de lecture et d'interprétation des documents. C'est un aspect central de la méthode historique. Néanmoins, cela ne doit pas se faire au détriment de la rétention des savoirs.

Questions à développement

La formulation des questions prête aussi flanc à la critique. On parle d'un examen à développement. Pourtant, des questions à choix de réponses (n° 2, 12, 18) liant un document à un énoncé permettaient très facilement de gagner les trois points qu'elles valaient chacune. La formulation alambiquée de plusieurs autres interrogations laissait parfois entendre des choses bien étranges... Ainsi, la question n° 4 disait: «*Selon les documents 1 et 6, quelle est la situation de l'économie québécoise durant les années trente*», un élève pouvait techniquement répondre «*mauvaise*» et sémantiquement avoir raison. L'exemple de la question n° 6 est similaire: «*Comment évolue la*

production industrielle durant cette période?» L'élève pouvait répondre: «*en dents de scie*». J'exagère un peu, mais cela illustre à quel point on constate une faiblesse dans la structure des questions.

La ou les personnes qui ont rédigé cet examen semblent ignorer les fondements de la méthode historique

Question mal formulée

À l'université, j'ai appris à rédiger des questions qui permettaient d'expliquer des variations, des changements à l'aide de faits et de liens. C'est à l'époque où nous faisons un baccalauréat spécialisé dans notre discipline. Des verbes comme «*expliquez*» et «*justifiez*» sont porteurs d'un sens. Ils impliquent la maîtrise de connaissances organisées à travers des explications. Ce type de question permet de satisfaire à la fois les disciples de l'enseignement des savoirs, les apôtres des liens synchroniques ou diachroniques et des adeptes des causes, des conséquences, des similitudes, des différences, des changements et des continuités.

Or, la ou les personnes qui ont rédigé cet examen semblent ignorer les fondements de la méthode historique. Je vous donne un dernier exemple d'une question mal formulée qui va dans ce sens. La huitième, située dans la section Culture et mouvement de pensée, demandait ceci: «*À l'arrivée des Européens, les Amérindiens sont confrontés à une nouveauté dans le domaine spirituel. Laquelle?*» Cette question peut entraîner des dizaines de réponses différentes. Elle peut s'orienter sur la dimension proprement matérielle du mouvement missionnaire en mettant l'accent sur les objets de piété, les crucifix,

les vêtements des Jésuites, se porter sur le processus de conversion lui-même, les dimensions théologiques ou encore sur la dimension culturelle ou journalière du religieux chez les Français... Que recherche-t-on vraiment avec des questions comme celles-là? En vérité, l'ensemble de l'examen pêche, comme je le disais plus haut, par un côté indéfini ou globalisant lié au fait que le programme de la quatrième traverse de manière générale la diachronie historique par thème.

Épreuve faible et banalisée

Au final, que va-t-il rester de cette épreuve? Pas grand-chose. Par contre, je n'aime pas l'instrumentalisation des résultats que l'on risque de faire. Je ne souhaite pas l'échec des élèves. Je suis heureux lorsqu'ils réussissent, mais ces sons d'abaisser les niveaux. Il n'y a pas de quoi s'enorgueillir d'un taux de diplomation supérieur lorsqu'il s'obtient par des voies qui démontrent en réalité que nous régressons sur le plan de nos exigences. Il faut donner un coup de barre. Un des problèmes de cet examen découle du programme et de la difficulté à mesurer des choses qui ne sont pas vues de la même façon à travers le Québec.

L'enseignement de l'histoire varie beaucoup selon l'approche pédagogique des enseignants, de leur culture historique et des milieux dans lesquels ils se retrouvent. Ce manque de cohésion a un prix. Il ouvre la porte à une épreuve faible que les élèves banalisent de plus en plus. La rumeur enfle. «*L'examen de mathématique et de sciences, ça c'est quelque chose... L'examen d'histoire, inquiète-toi pas, c'est naïseux, t'as pas besoin de te souvenir.*» Est-ce cela que nous voulons?

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

RÉDACTION Information générale et métropolitaine : Dominique Reny (adjointe au directeur de l'information), Marie-Andrée Chouinard (éditorialiste, responsable de la page Idées), Marco Bélaïr-Cirino (général), Jeanne Corriveau (affaires municipales, Montréal), Isabelle Porter (affaires municipales, Québec)/Fabien Desjardis (société), Jean Dion (sports), Louis-Gilles Franceur (environnement), Lisa-Marie Gervais (éducation), Pauline Gravel (sciences), Caroline Montpetit (affaires sociales), Brian Myles (justice), Louise-Maude Rioux Soucy (santé), Philippe Papineau (pupitre); **Information politique :** Michel David (chroniqueur), Hélène Buzzetti et Guillaume Bourgault/Côté (correspondants parlementaires à Ottawa), Antoine Robitaille et Robert Dutilleul (correspondants parlementaires à Québec), Alec Castonguay et Kathleen Lévesque (reporters); **Information culturelle :** Michel Bélaïr (théâtre et cahier Culture), Stéphane Baillargeon (médias), Frédéric Doyon et Isabelle Paré (reporters), Odile Tremblay (cinéma), Paul Bennett (pupitre cahiers spéciaux et culturels du week-end), Julie Carpentier (pupitre); **Information économique :** Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), François Desjardis, Éric Desrosiers et Alexandre Shields (reporters), Gérald Dallaire (pupitre); **Information internationale :** Serge Truffaut (éditorialiste), Claude Lévesque et Guy Taillefer (reporters), Jean-Pierre Legault (pupitre international, page éditoriale et cahier Perspectives); **Diane Précourt (responsable des pages thématiques), Émilie Folie-Boivin (pupitre); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); Michel Garneau (caricaturiste);** Andréanne Bédard, Michèle Malenfant et Christine Dumazet (correctrices); **Benoît Munger et Laurence Clavel (pupitre internet), Marie-Pier Frappier, Étienne Plamondon-Emond (commis internet);** Amélie Gaudreau (secrétaire à la rédaction); Geneviève Tremblay et Sophie Lambert-Racine (commis à la rédaction). **DOCUMENTATION** Gilles Paré (directeur), Manon Derome (Montréal), Monique Béthér (Ottawa), Dave Noël (Québec). **PUBLICITÉ** Jean de Billy, Jennifer Boily-Demers, Jean-François Bossé, Marlene Côté, Stéphanie Desjardis, Amel Elimam, Véronique Langlois, Simon Lanoie, Amélie Maltais, Maria M. Motta, Claire Paquet, Chantal Rainville, Isabelle Sanchez, Nadia Sobai (publicitaires), Sylvie Laporte, Martine Bérubé (secrétaires). **PRODUCTION** Christian Goulet (directeur de production), Olivier Zaida (directeur adjoint), Michel Bernatchez, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Yannick Morin, Nathalie Zemaits. **INFORMATIQUE** Yanick Martel (administrateur Web), Hansel Matthews (technicien informatique). **PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE** Caroline Simard (responsable service à la clientèle), Nancy Beaulieu, Manon Blanchette, Nathalie Filion, Marie-Lune Houde-Brisebois, Jean-Robert Divers (responsable promotion), ADMINISTRATION Stéphane Roger (contrôleur), Olena Bilyakova (responsable des services comptables), Claudette Béliveau (adjointe administrative), Céline Furoy, Ghislaine Lafleur, Claudine Chevrier, Véronique Pagé, Monique Proteau.

MALONE

SUITE DE LA PAGE 1

fait d'elle n'a pas radicalement changé depuis Truman. Ce qui fait que M. Malone, diplomate de carrière et par ailleurs intellectuel de haut vol (ambassadeur canadien à l'ONU au début des années 1990, il enseignait en même temps les relations internationales à l'Université Columbia), ne s'attend franchement pas à faire un tabac dans les librairies canadiennes et québécoises avec son essai sur la politique étrangère indienne, joliment intitulé *Does the Elephant Dance?* et tout juste publié à Delhi chez Oxford University Press. Son auditoire sera indien, pakistanais, népalais...

Il n'y a rien de *canadian* dans cet ouvrage empathique et informé, doté de beaucoup de profondeur historique, sinon la nationalité de l'auteur. *Je n'avais pas la moindre envie de regarder les choses sous cet angle*, dit-il en entrevue. La bibliographie du livre est un véritable *who's who* des Indiens qui ont réfléchi sur la politique étrangère de leur pays.

Je crie, donc je suis

Alors, l'Inde danse-t-elle? Quelle sorte d'acteur et de partenaire, à mesure qu'elle grossit économiquement, devient-elle sur la scène internationale? Un partenaire plus impliqué, d'évidence, mais toujours aussi prudent, dit Malone, aujourd'hui président du Centre de recherches pour le développement international (CRDI). Sa politique étrangère demeure largement *«réactive»*, explique-t-il, parce qu'elle est historiquement terrifiée à l'idée de céder ne serait-ce qu'un centimètre de sa souveraineté.

«L'expérience coloniale a imposé aux Indiens une soumission très dure. Et donc, ce souci d'indépendance est une donnée fondamentale de leur comportement en affaires étrangères. Ce qui fait, par exemple, qu'ils ne sont pas très enclins à signer des traités, ils trouvent cela d'instinct dangereux... Il y a du mérite à cela: ils ne signent pas n'importe quoi.»

Le sociologue Dipankar Gupta, que cite M. Malone, le dit ainsi: *«Une grande partie de ce que fait l'Inde en diplomatie repose sur une combinaison singulière de souvenirs de souffrance et de désir d'être reconnue. Et c'est pourquoi, en général, nous réagissons aux événements plutôt que d'ouvrir la voie, en relations internationales.»*

Au commencement, l'Inde dansait seule. *«Ça été le cas pendant longtemps, explique M. Malone, parce que l'Inde n'avait pas beaucoup de moyens. Les Britanniques l'ont laissée sans le sou en partant, en 1947. Nehru a dû improviser une politique étrangère qui était en fait un cri existentiel: "Nous nous exprimons, donc nous existons!" Les Indiens montaient sur la tribune de l'ONU dans les années 1950 et faisaient la morale à tout le monde, à commencer par les États-Unis. Cela leur attirait beaucoup d'inimitié. Mais on s'en fichait, à Delhi, en se disant qu'au moins, on était entendu.»*

N'ayant jamais vraiment cessé *«d'improviser»* leur rôle dans le monde (*«Ils sont culturellement ainsi faits»*), les Indiens deviennent en même temps des acteurs moins distants, si ce n'est qu'à petits pas, dit M. Malone. Leur lente métamorphose dans le dossier du réchauffement climatique en est un exemple probant. Ils ont fait leur place au G20, disposent aujourd'hui d'un siège non permanent au Conseil de sécurité de l'ONU...

Gérer la relation avec les États-Unis

S'il y a un dossier qui, à son avis, mérite que Delhi fasse preuve de plus d'initiative, c'est celui du Pakistan. Réconcilier ces deux pays, disait un ancien haut commissaire indien à Islamabad, c'est comme tenter de traiter deux patients dont la seule maladie est d'être allergiques l'un à l'autre.

Il incombe à l'Inde, croit M. Malone, de prendre les devants afin d'éviter d'aggraver les *«tourments du Pakistan»*, et ce, même si cette approche répugne à une bonne partie de l'opinion indienne et des médias surexcitables du pays, vu les attentats téléguidés depuis le sol pakistanais dont le sous-continent est victime à répétition. Question, dit-il, de maturité politique. Cela pourrait en outre aider à décrire la rivalité indo-pakistanaise en Afghanistan, où l'influence de Delhi est une peau de chagrin.

Si, ensuite, la relation avec la Chine, qui est *«de loin»* la plus importante, présente des risques de tensions récurrentes, ce sont les rapports avec les États-Unis qui sont les plus difficiles à gérer à Delhi, *«à cause des élans anti-impérialistes qui continuent d'animer la politique indienne»*, remontant à Nehru, au mouvement tiers-mondiste des pays non alignés et au basculement *«par défaut»* du côté soviétique. *«C'est le fardeau de l'histoire, et il joue encore. Pour les Indiens, les relations empoisonnées que la première ministre Indira Gandhi a eues avec les présidents Johnson et Nixon, c'est comme si c'était hier.»*

L'accord de coopération nucléaire avec Washington ne s'est pas conclu, en 2008, sans de déchirants débats politiques indiens sur la protection de la souveraineté nationale. *«Alors que les deux pays se ressemblent terriblement, dit M. Malone. Deux sociétés besoigneuses, industrielles... Et puis, aussi, deux pays retournés sur eux-mêmes.»*

Le déclin de l'empire américain ouvre de nouvelles avenues, en particulier au Moyen-Orient où Delhi, une donnée qui passe largement inaperçue, est l'une des rares capitales du monde à entretenir depuis longtemps de fort bonnes relations bilatérales avec l'ensemble des pays, depuis l'Iran jusqu'à Israël. Des relations qui, en effet, ont traditionnellement été *«sans grand contenu»*. Elles deviennent lentement, depuis une vingtaine d'années, plus substantielles, constate David Malone. Beaucoup espèrent que Delhi ne laissera pas passer l'occasion du *«printemps arabe»* pour s'affirmer de manière plus imaginative dans la région.

Le Devoir

NPD

SUITE DE LA PAGE 1

«Je n'utilise pas ces termes, a-t-il dit. Je préfère parler des enjeux. En 30 ans de vie publique, pratiquement personnellement ne m'a jamais parlé de ce type d'étiquette. On me parle de santé, d'environnement, d'économie, de valeurs. Les étiquettes n'aident pas à la compréhension.»

M. Layton a dit trouver *«sain»* le report des débats autour de cette question. *«Les gens veulent en discuter plus longuement, il n'y avait pas d'urgence.»*

Division?

Observateur désigné des conservateurs, le ministre James Moore a perçu *«beaucoup de divisions»* au sein des troupes néodémocrates. *«Ils sont divisés sur la Libye [une résolution devant approuver la décision du NPD de soutenir la participation canadienne à la mission de l'OTAN n'a pas été discutée], ils sont divisés sur une fusion avec le PLC, et surtout sur leur identité de socialistes. C'est un parti qui est arrivé unifié et qui repart divisé. Les délégués n'étaient pas prêts à discuter de ces questions difficiles, comme nous l'avons fait en 2003.»*

Selon M. Moore, cela prouve que le NPD reste un *«parti idéologique de gauche plutôt qu'un véritable parti national capable de proposer une alternative au gouvernement.»*

Jack Layton a trouvé *«ridicule»* cette analyse évoquant une crise identitaire au NPD. *«On discute de la modernisation du langage. Il n'y a aucun désaccord sur nos valeurs»*, a-t-il affirmé.

De fait, le congrès n'a pas été le lieu d'expression de divergences profondes. Dans les corridors et sur l'immense terrasse du centre des congrès, les délégués aspiraient davantage à goûter la *«victoire»* du 2 mai qu'à lancer des débats sur des virgules. Avec ses 103 sièges et son statut d'opposition officielle, le NPD estime tenir la preuve que son message passe bien et qu'un changement de direction n'est pas nécessaire.

C'est d'ailleurs le message que Jack Layton a propagé toute la fin de semaine, en rappelant à de nombreuses reprises qu'il n'y avait pas lieu *«de changer ce qui a fonctionné si bien et qui nous a menés là où nous sommes aujourd'hui.»*

Le chef néodémocrate a notam-

ment défendu les liens unissant le NPD aux organisations syndicales, rejetant l'idée que la quête du parti pour se positionner comme *«gouvernement en attente»* — des chandails et des autocollants affichant ce slogan ont été distribués — passe par un certain affranchissement syndical.

Au final, près d'une quarantaine des quelque 70 résolutions au programme ont eu le temps d'être adoptées. Trois des quatre résolutions provenant du Québec sont du nombre (économie numérique et éducation postsecondaire, soutien à Radio-Canada). Les questions de la fusion avec le PLC et du socialisme ont été les deux seules à susciter des débats animés.

Les députés néodémocrates — recrues et vétérans — ont été actifs

Le Devoir

Autour du congrès

■ Le nouveau président du NPD, Brian Topp, a affirmé samedi que l'épisode de la coalition PLC-NPD-Bloc québécois en 2008 avait eu un impact positif sur l'image de Jack Layton. *«Ça montré aux Canadiens qu'il était une figure nationale, et qu'il pouvait apporter des solutions aux problèmes et contribuer à ce que tout le monde travaille ensemble»*, a indiqué M. Topp, un stratège parfaitement bilingue. *«Ça n'a pas été populaire partout au pays, mais certainement au Québec — les résultats du 2 mai le montrent bien.»*

■ Thomas Mulcair s'est fait discret lors du congrès, ne prenant pas la parole sur le parquet, alors que Libby Davies, l'autre chef adjoint du parti, s'est présentée au micro à quelques reprises pour défendre des résolutions. M. Mulcair a prononcé un discours sur la percée du NPD au Québec samedi soir.

■ Le NPD entend *«utiliser tous les moyens parlementaires»* à sa disposition pour retarder l'adoption d'une loi spéciale forçant un retour au travail chez Postes Canada. Les troupes de Jack Layton feront de l'obstruction systématique pour défendre ce dossier qu'ils considèrent comme représentatif du danger qui guette tous les régimes de retraite au Canada.

■ Environ 11 % des 1500 délégués présents à Vancouver provenaient

au micro toute la fin de semaine, mais le temps de parole avec les délégués a semblé bien partagé dans l'ensemble.

Dans son discours de clôture, Jack Layton a souligné que le travail à faire pour arriver à former un gouvernement néodémocrate serait important. *«Le plus gros est devant nous, a-t-il dit. Nous devons développer de nouvelles idées pour les familles, continuer à construire notre organisation et augmenter notre financement pour concurrencer les poches profondes du Parti conservateur.»*

Samedi, le directeur national du parti, Brad Lavigne, avait affirmé que *«la prochaine campagne électorale débute dès maintenant»*.

du Québec, et *«ce n'est pas suffisant»*, selon Jack Layton. *«On doit continuer de bâtir notre équipe au Québec, c'est une grande priorité»*, a-t-il dit samedi. Le NPD compte 40 associations de circonscriptions actives au Québec. Plusieurs ont mentionné durant la fin de semaine que la solidification des appuis du NPD au Québec représentait un défi aussi urgent qu'important.

■ Jack Layton utilise encore sa *«canne magique»* pour se déplacer, mais il danse très bien sans son aide. Samedi soir, le chef néodémocrate a ainsi animé le plancher de danse du *party* du NPD, se déplaçant avec une bonne aisance sur la surface de bois... Cela dit, le nom de M. Layton était partout à l'intérieur du Centre des congrès, plus gros toujours que les trois lettres «NPD».

■ Une des premières *«résolutions»* adoptées vendredi concernait... le parfum. Un délégué s'est emparé du micro dès le début des échanges pour dire que l'eau de Cologne et les autres effluves parfumés qu'il pouvait sentir sur le parquet le *«rendaient malade»*. Il fut dès lors décidé que les 1500 délégués et journalistes devraient s'abstenir de se parfumer, sous peine de ne pas être admis dans la salle.

G. B.-C.

GAZA

SUITE DE LA PAGE 1

humanitaire, s'était butée à l'armée israélienne. L'affrontement s'était soldé par neuf morts parmi les militants d'un bateau battant pavillon turc et une condamnation rapide de la part de 27 pays européens. Israël avait déclaré que les soldats s'étaient retrouvés face à des manifestants hostiles.

Et cela recommence. Cette année, la flottille compte 1000 personnes sur une douzaine de bateaux, dont un acheté pour l'occasion par des Canadiens. A bord du navire, environ 35 *«délégués canadiens»*, dont quatre Québécois, peut-être cinq. Outre Mme Rancourt, avocate et représentante de la Ligue des droits et libertés du Québec, il y aura Manon Massé, militante féministe et membre de Québec solidaire, Stéphane Corrievau, qui a participé à l'organisation, et le cinéaste Santiago Bertolino.

«Il était temps», a dit Mme Massé, candidate de son parti lors des trois dernières élections provinciales dans la circonscription de Sainte-Marie-Saint-Jacques. *«Ça fait des mois qu'on est en préparation de ce moment-là.»* C'est Québec solidaire qui l'a appelée pour sonder son intérêt, dit-elle, et la réaction a été immédiate. *«C'est une excellente idée. Je n'ai pas hésité une seconde.»* La population de Gaza vit *«dans une prison à ciel ouvert»*, selon elle, et il est inconcevable qu'elle ne puisse faire du commerce maritime comme tout le monde.

Chacune de leur côté, les deux femmes devaient prendre place à bord d'un vol pour l'Europe. Le grand rendez-vous est prévu à Athènes, d'où le bateau canadien — baptisé *Tahrir* — pourrait partir autour du 25 juin. En mer, le trajet prendra deux jours.

Ottawa n'approuve pas

Il y a quelques semaines, le gouvernement canadien a fermement condamné l'idée d'essayer de briser l'embargo israélien pour livrer quoi que ce soit directe-



PEDRO RUIZ LE DEVOIR

Manon Massé et Marie-Ève Rancourt à l'aéroport Montréal-Trudeau, hier. Elles se sont envolées pour la Grèce, d'où elles s'embarqueront à bord d'un des navires d'une flottille humanitaire en partance pour Gaza.

ment à la population de Gaza.

«J'incite fortement les personnes qui désirent livrer des marchandises humanitaires à la bande de Gaza à le faire par le truchement de réseaux établis», a indiqué le ministre des Affaires étrangères, John Baird, dans un communiqué sans équivoque. *«Les initiatives d'aide non autorisées constituent une provocation et n'aident en rien l'atteinte de l'objectif de venir en aide à la population de la bande de Gaza.»*

Israël a le droit de se protéger contre le terrorisme et d'empêcher le trafic d'armes, a ajouté M. Baird en précisant que le Canada *«reconnait les préoccupations légitimes d'Israël en matière de sécurité.»*

Ces *«réseaux établis»* d'aide humanitaire sont cependant inefficaces dans la mesure où l'aide se rend avec *«d'énormes délais»* ou pas du tout, a dit Mme Rancourt.

En septembre 2010, le Conseil des droits de l'homme de l'ONU avait publié un rapport dans lequel on affirmait que *«la conduite des forces armées d'Israël [...] vis-à-vis des passagers de la flottille [...] révèle un niveau inacceptable de brutalité.»*

Mme Rancourt sait qu'il y a des risques à cette mission, mais ne prévoit pas le pire. *«Je pense qu'Israël ne va pas agir de la même façon que l'an*

dernier. Le gouvernement israélien s'est quand même fait taper solidement sur les doigts par la communauté internationale.» Elle s'attend, comme ceux qui seront sur le navire, à ce qu'Ottawa honore ses obligations diplomatiques si jamais il se produisait quelque chose.

L'incident survenu à bord du navire l'an dernier avait porté un coup dur aux relations entre Israël et la Turquie.

Les organisateurs du ferry turc *Mavi Marmara*, sur lequel neuf personnes ont perdu la vie en mai 2010, ont d'ailleurs affirmé vendredi que le bateau ne participerait pas à la flottille cette année, contrairement à ce qui était pourtant prévu. Il aurait été le fer de lance de la flottille.

«Après les dommages subis par le Mavi Marmara [lors de l'assaut], nous ne sommes pas en mesure de lui faire prendre la mer [...] Nous ne voulons plus retarder la flottille en raison de ces problèmes techniques», a dit Bülent Yildirim, président de l'association caritative islamiste IHH, qui possède le bateau. L'Agence France-Presse, qui a rapporté ces propos, a aussi écrit qu'un porte-parole a parlé de *«documents manquants»*.

Le Devoir

ENQUÊTE

SUITE DE LA PAGE 1

En 2008, la municipalité de Vaudreuil-Dorion mandata la firme Les Consultants LBDC pour procéder à une étude d'avant-projet afin de proposer une approche technologique pour la mise à niveau de l'usine d'épuration des eaux usées. Du même coup, LBDC évalue les investissements nécessaires comme le mentionne le rapport transmis à la municipalité.

Le contrat de 110 800 \$ à LBDC a été accordé sans appel d'offres public, comme l'indique une résolution du conseil municipal. Au même moment, il est résolu *«de retenir aussi les services de la firme Les Consultants LBDC inc. pour la réalisation des plans et devis définitifs»*, services payés selon la tarification de l'Association des ingénieurs-conseils du Québec. Selon toute vraisemblance, il s'agit d'un autre contrat accordé sans appel d'offres.

Quelques mois plus tard, les élus de la municipalité adoptent un règlement d'emprunt de 34 millions pour effectuer les travaux de réfection de l'usine. La facture comprend 1,6 million de services d'ingénierie. La directrice générale de Vaudreuil-Dorion, Manon Blanchard, soutient que l'estimation des coûts a été faite par le service technique de la Ville, en se basant toutefois sur les données fournies par LBDC.

Mais voilà, le ministère des Affaires municipales a bloqué le règlement d'emprunt. *«Le ministère a plutôt choisi d'approuver un règlement couvrant seulement la préparation des plans et devis. Nous sommes donc allés en appel d'offres public. [...] À partir de là, la municipalité aura en main les précisions sur la technologie qui sera utilisée et pourra aller en règlement d'emprunt»*, a expliqué au Devoir Mme Blanchard.

Quant à savoir comment on peut avoir évalué le coût du travail des ingénieurs et le réduire de 63 %, Mme Blanchard n'a aucune explication à offrir. Elle précise toutefois que le nouveau contexte de mise à niveau de l'usine permettra d'abaisser la facture globale. Selon elle, les travaux devraient coûter environ 27 millions plutôt que les 34 millions initialement prévus.

Critère de proximité et contrats

Depuis le début de ce projet d'usine d'épuration, LBDC apparaît comme le principal bénéficiaire. Cette firme de génie à des bureaux à Vaudreuil-Dorion. Il semble qu'il s'agisse là d'un avantage indéniable puisque la proximité est un critère fort important lorsque les politiciens de Vaudreuil-Dorion octroient des contrats de services professionnels. Les procès-verbaux des assemblées du conseil municipal illustrent la situation.

Par exemple, en 2009, les élus ont adopté au moins quatre résolutions établissant les critères d'évaluation et de pondération afin de donner des mandats de gré à gré ou par appels sur invitation, qui favorisent clairement les entreprises locales.

Pour les services professionnels requis pour des travaux de voirie, d'asphaltage et de construction d'une voie cyclable, 25 % de la note finale est liée à *«la proximité de la place d'affaires»* et 25 % pour l'expérience de cette firme sur le territoire de Vaudreuil-Dorion au cours des cinq dernières années. Dans un dossier de prolongement du réseau d'eau potable et d'épuration sanitaire, 40 % des points d'évaluation sont attribués en fonction de la localisation de l'entreprise (10 %), l'expérience sur le territoire de la MRC de Vaudreuil-Soulanges (20 %), et l'expérience du soumissionnaire sur le territoire de la Ville (10 %). On retrouve même dans la liste des critères pour un projet d'infrastructures concernant un tronçon de rue, la notion de *«connaissance par l'ingénieur consultant»* dudit projet.

Selon la directrice générale de la municipalité, cette façon de faire ne restreint aucunement la concurrence et ne sert pas à diriger les mandats vers une entreprise plutôt qu'une autre. *«C'est beaucoup plus facile pour l'exécution des travaux de prendre des firmes qui sont dans la région; les employés sont à proximité. Pourquoi inviter une compagnie de Québec? Pour l'élimer?»*, a indiqué Manon Bernard.

Récemment, le Groupe SM a soumissionné pour deux contrats à Vaudreuil-Dorion, dont l'un concernant la surveillance d'un chantier. La candidature de la firme de génie-conseil a été rejetée. *«Notre présence dans le parc industriel où SM a un centre d'assemblage en télécommunications n'a pas été jugée acceptable comme place d'affaires»*, a affirmé Roch Landriault, porte-parole du Groupe SM. La firme conteste la décision de la municipalité, a confirmé M. Landriault.

Ces éléments font notamment partie du travail d'enquête effectué par le ministère des Affaires municipales. Comme on le précise au ministère, les travaux se poursuivent, et un rapport est attendu dans les prochaines semaines.

Le Devoir

LE DEVOIR

www.ledevoir.com

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts
Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h.
Renseignements et administration : 514-985-3333

Le Devoir peut, à l'occasion, mettre la liste d'adresses de ses abonnés à la disposition d'organisations reconnues dont la cause, les produits ou les services peuvent intéresser ses lecteurs. Si vous ne souhaitez pas recevoir de correspondance de ces organisations, veuillez en aviser notre service à la clientèle. Le Devoir est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal, (Québec), H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Mirabel Inc., 12 800 rue Brault, St-Jacques de Mirabel, Québec, division de Québecor Média, 612 rue Saint-Jacques, Montréal, qui a retenu pour la région de Québec les services de l'imprimerie du Journal de Québec, 450 avenue Béchard, Québec qui est la propriété de Corporation Sun Média, 612 rue Saint-Jacques, Montréal. — Enregistrement n° 0858. Dépôt légal: Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2007

Comment nous joindre ?

La rédaction

Au téléphone 514-985-3333
Par télécopieur 514-985-3360
Par courriel redaction@ledevoir.com
Bureau de Québec 418-643-1541

La publicité

Au téléphone 514-985-3399
Par télécopieur 514-985-3390
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305

Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514-985-3344
Par télécopieur 514-985-3340
Par courriel avisdev@ledevoir.com

Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone 514-985-3322
Par télécopieur 514-985-3340

Les abonnements

Au téléphone 514-985-3355
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30
Par télécopieur 514-985-5967
Par courriel abonnements@ledevoir.com
Extérieur de Montréal (sans frais) 1-800-463-7559

L'agenda culturel

Au téléphone 514-985-3346
Par télécopieur 514-985-3390